

UNIVERSITÉ DE FRANCE — FACULTÉ DE DROIT

LES IDÉES POLITIQUES
DE
BENJAMIN CONSTANT

THÈSE

pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Mars 1928

PAR

JACQUELINE DE LA LOMBARDIÈRE

PRÉSIDENT : M MESTRE, Professeur.

SUFFRAGANTS : MM. BASDEVANT, Professeur.

LE FUR, Professeur.

PARIS
AU COMMERCE DES IDÉES
26, BOULEVARD SAINT-MICHEL

1928

UNIVERSITÉ DE FRANCE — FACULTÉ DE DROIT

LES IDÉES POLITIQUES

DE

BENJAMIN CONSTANT

THÈSE

pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Mars 1928

PAR

JACQUELINE DE LA LOMBARDIÈRE

PRÉSIDENT : M. MESTRE, Professeur.

SUFFRAGANTS : MM. BASDEVANT, Professeur.

LE FUR, Professeur.

PARIS

AU COMMERCE DES IDÉES

26, BOULEVARD SAINT-MICHEL

—
1928

*1788



LES IDÉES POLITIQUES

DE

BENJAMIN CONSTANT

INTRODUCTION

« Un libéral qui n'est pas optimiste, un sceptique qui a le système le plus impérieux et le plus dogmatique, un homme sans aucun sentiment religieux qui a écrit toute sa vie un livre sur la religion et destiné à la remettre en honneur, un homme d'une moralité très faible qui appuie tout son système politique sur le respect de la loi morale », tel est Benjamin Constant défini par Emile Faguet.

Ces quelques lignes présentent dans un raccourci saisissant l'extraordinaire tissu de contradictions qui constitue le caractère et la mentalité de l'auteur d'Adolphe ; c'est une curieuse énigme que celle de cette personnalité si complexe et depuis près d'un siècle elle a dérouté bien des critiques qui oscillent entre la sévérité d'un Sainte-Beuve et l'enthousiasme d'un Barrès. Comment analyser avec clairvoyance et juger avec une impartialité sereine cette pensée où se heurtent toutes les antithèses et cette vie où se succèdent les impulsions les plus diverses ? Sentimental sans être sensible, ami de la vertu sans être vertueux, révolutionnaire mais non démocrate, en amour comme en politique, Benjamin Constant dévia régulièrement de la ligne qu'il s'était primitivement tracée. Un trait de caractère, chez lui, domine tous

les autres et semble les synthétiser : le goût de l'indépendance, qui dirigea toutes ses impulsions et explique certaines de ses incohérences.

Il s'est analysé avec une lucidité dépourvue d'indulgence dans Adolphe et ce roman qu'il ne considérait que comme un divertissement sans importance a contribué plus que tous ses autres ouvrages réunis à faire vivre son nom dans la mémoire des hommes. C'est d'ailleurs un des traits de notre époque fertile en biographies de s'attacher davantage au caractère et à la personnalité des grands écrivains qu'à leurs œuvres. En s'appliquant à Benjamin Constant, cette tendance peut fort bien se justifier, car chez lui l'homme était supérieur à ses idées et le libéralisme aura depuis longtemps sombré sous les voiles de l'oubli qu'on relira encore Adolphe. Ce qui nous séduit en ce livre c'est précisément cette sensibilité très moderne, ces tendances à la fois ironiques et passionnées qui irritaient ses contemporains. Adolphe est bien le héros qui convient à un Barrès pour ses méditations spirituelles, mais comment concevoir clairement que ce dilettante et ce sceptique fut aussi un ambitieux, un doctrinaire politique, l'inventeur du libéralisme ? Ce n'est pas une des contradictions les moins étonnantes de son être perpétuellement insatisfait. Considérant l'activité comme une fin et non comme un moyen, la politique fut pour lui le

terrain où son intelligence pouvait donner libre cours à ses combinaisons ingénieuses. Il n'était pas guidé par un idéal suprême, grandeur de la patrie ou triomphe d'une doctrine sociale, mais plus simplement il « ne demandait à l'existence que d'être perpétuellement nouvelle et agitée ». (1)

Adolphe, le Cahier Rouge, le Journal Intime, trilogie où se révèle avec une sincérité plus ou moins grande, selon qu'il s'agit des souvenirs ou de la fiction, la personnalité complexe de Benjamin Constant, mais qui n'est qu'une petite partie de son œuvre considérable. Le romancier, chez lui, ne joue qu'un rôle accidentel. Il a écrit Adolphe dans sa solitude d'Allemagne pour le plaisir de revivre en les transposant des sensations douloureuses, mais ce qu'il est avant tout, dans l'opinion de ses contemporains et à ses propres yeux, c'est un écrivain politique. Traités, brochures, pamphlets, articles, il aborda tous les genres, maniant avec une égale facilité le raisonnement abstrait et les pointes acérées de la satire. Son ambition fut toujours de jouer un rôle d'homme d'Etat et à ses yeux l'activité littéraire n'était que le complément de l'activité politique. La tribune parlementaire était un moyen d'expression de sa personnalité, et le journal lui permettait de définir et de justifier

(1) Barrès. - « Un homme libre », p. 84.

l'attitude qu'il avait adoptée à la Chambre : dans tout cela n'apparaît que fort peu le souci de gloire littéraire auquel il sacrifia dans ses dernières années en se présentant à l'Académie, mais l'on comprend aisément qu'il se fit le champion de la Liberté de la Presse.

Sa politique fut d'ailleurs dominée par l'obsession de son indépendance personnelle ; il n'a jamais défendu aucune forme de gouvernement avec une conviction farouche ; ce qui lui importe, quel que soit le régime, ce sont les garanties de la liberté individuelle et il a donné lui-même un résumé très juste de sa ligne de conduite dans la préface d'un de ses derniers ouvrages : Mélanges de Littérature et de Politique.

« J'ai défendu quarante ans le même principe, liberté en tout, en religion, en philosophie, en littérature, en industrie, en politique : et par liberté, j'entends le triomphe de l'individualité, tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme, que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité. Le despotisme n'a aucun droit. La majorité a celui de contraindre la minorité à respecter l'ordre ; mais tout ce qui ne trouble pas l'ordre, tout ce qui n'est qu'intérieur comme l'opinion ; tout ce qui, dans la manifestation de l'opinion, ne nuit pas à autrui, soit en provoquant des violences maté-

rielles, soit en s'opposant à une manifestation contraire ; tout ce qui en fait d'industrie laisse l'industrie rivale s'exercer librement, est individuel et ne saurait légitimement être soumis au pouvoir social ». Il est évident qu'avec un pareil système tout hérissé de défenses, de restrictions et de garanties, la liberté de l'individu, liberté toute théorique, est considérée davantage que le bien-être et la prospérité du groupe social dont il fait partie, et l'oubli dans lequel sont tombés les livres de Benjamin Constant s'explique en grande partie par ce fait qu'après un siècle de parlementarisme les problèmes politiques ne se posent plus sous le même angle. Les questions sociales et économiques occupent dans nos préoccupations une place qu'il n'était pas aisé de prévoir en 1885, lorsqu'il écrivait en parlant d'un régime d'individualisme presque absolu : « Tel est l'état social vers lequel l'espèce humaine commence à marcher ». Quel que soit le parti politique auquel on appartienne, on s'intéresse davantage au groupement, à l'association, à la collectivité qu'à l'individu lui-même ; les bienfaits de l'autorité ne sont pas méconnus et le déclin à peu près général du libéralisme rejaillit sur l'œuvre de Benjamin Constant. Comme toutes les réactions, celle-ci, excellente dans son principe, s'accompagne d'une certaine injustice dans ses conséquences, en ce qui concerne l'auteur du « Cours de politique consti-

tutionnelle » : tout n'est pas à dédaigner dans ces pages brillantes et concises, écrites naturellement avec le souci de l'actualité, mais empreintes d'une logique qui, bien qu'un peu abstraite, leur confère une portée générale. Bien qu'écrivant à une époque où l'arbitraire gouvernemental apparaissait comme le seul danger contre lequel il fut nécessaire de se prémunir, Constant ne manque pas de formuler des critiques clairvoyantes de la démagogie, de l'oppression des minorités par la majorité et de la tyrannie des assemblées qui ont encore leur intérêt à l'heure actuelle.

Moins doctrinaire que les libéraux de la Restauration, Benjamin Constant, par son dilettantisme sceptique, se rapproche de nous ; même lorsqu'il proclame, avec la plupart de ses contemporains, la perfectibilité indéfinie de l'homme, on devine qu'il ne partage pas toutes leurs illusions : les interdictions et les barrières dont il arme ses projets de constitution en sont une preuve. S'il craint la dictature d'un seul, il ne redoute pas moins la tyrannie des foules et à une époque où, par le suffrage universel, le despotisme collectif se manifeste de temps à autre, il n'est peut-être pas inutile de rappeler certaines de ses critiques et quelques-uns de ses avertissements.

CHAPITRE PREMIER

Sa vie et son caractère.

A la fin du XIX^e siècle, une école de critique littéraire se préoccupait d'expliquer les œuvres des écrivains et les caractéristiques de leur talent par le milieu dans lequel ils avaient vécu ; théorie qui nous semble fort contestable, l'écrivain influençant davantage son milieu et son époque qu'il n'est influencé par eux, et l'intelligence d'un homme consistant précisément à dégager son individualité propre d'une mentalité collective ; un Châteaubriand, par exemple, en ouvrant les voies au romantisme, a donné le ton à une période longue d'un demi-siècle, tandis qu'il n'a guère subi l'influence de la société sceptique et frivole des années qui précédèrent la Révolution.

Il faut cependant se garder des généralisations hâtives et il est bien certain que pour étudier le développement des idées de Benjamin Constant, il est nécessaire de tenir compte de ses origines et de l'atmosphère à la fois protestante et voltairienne qui imprègna ses premières années.

Race d'intellectuels, affinée par plusieurs siècles de culture et d'érudition, la famille des Constant de

Rebecque était d'origine française. Elle avait embrassé dès le début la religion réformée ; un des ancêtres de Benjamin servit sous les ordres de Henri IV, à qui il sauva la vie à Contras, puis se réfugia en 1607 à Genève, ses biens ayant été confisqués pour cause de religion. L'arrière grand-père de notre auteur, David Constant de Rebecque, pasteur et professeur de théologie, qui fut, à quatre reprises différentes, recteur de l'Académie de Lausanne, écrivit un Abrégé de politique. Par lui, la littérature faisait son apparition dans la famille et la tradition en fut continuée, quoique dans un sens tout différent, par son petit-fils Samuel. Celui-ci s'essaya tour à tour dans le roman, le drame bourgeois à la manière de Diderot, et même le traité de morale ; ami de Voltaire et des principaux Encyclopédistes, il fit pénétrer dans les salons rigoristes de Genève et de Lausanne l'esprit de la philosophie française. Calvinisme et scepticisme voltairien se mêlent ainsi en un bizarre alliage chez les aïeux paternels de Benjamin Constant.

La famille de sa mère, Henriette de Chandieu, était également française, originaire du Dauphiné, mais émigrée en Suisse depuis la Réforme.

C'est en partie par cette hérédité, cette suite de générations tournées vers les choses de l'esprit, que s'explique l'intelligence pénétrante, la curiosité précoce de l'auteur d'*Adolphe* ; c'est aussi la réputation

d'originalité que leurs concitoyens avaient faite aux Constant qui aide à comprendre quelques-unes de ses bizarreries et de ses contradictions.

Il naquit à Lausanne le 25 octobre 1767. Son père, le colonel Juste-Arnold de Constant, commandait un régiment suisse au service de la Hollande. Il avait épousé à quarante ans M^{lle} de Chandieu, beaucoup plus jeune que lui, qui mourut après deux ans de mariage, lors de la naissance de Benjamin. Ce fut pour ce dernier un très grand malheur qui se répercuta sur toute sa destinée ; son enfance isolée, son éducation décousue furent les conséquences de cette mort. L'absence d'affection maternelle dans ses plus jeunes années, fut peut-être une des raisons obscures et instinctives pour lesquelles il rechercha toujours la société des femmes plus âgées que lui qui l'entouraient d'une sorte de protection, et il ne se trompait pas lorsqu'il disait, comme le raconte sa cousine, Rosalie de Constant : « Ma naissance fut le premier de mes malheurs ». Son père ne fut pour lui, en effet, ni un éducateur ni un appui moral et il régna toujours entre eux la plus parfaite incompréhension dont tous deux souffrirent peut-être, dont Benjamin souffrit sûrement, ainsi qu'il apparaît aux quelques lignes par lesquelles il évoque son père dans *Adolphe* : « J'étais pénétré de tous ses droits à ma reconnaissance et à mon respect ; mais aucune confiance

n'avait jamais existé entre nous. Il avait dans l'esprit je ne sais quoi d'ironique qui convenait mal à mon caractère. Je ne demandais alors qu'à me livrer à ces impressions primitives et fougueuses qui jettent l'âme hors de la sphère commune et lui inspirent le dédain de tous les objets qui l'environnent. Je trouvais en mon père, non pas un censeur, mais un observateur froid et caustique qui souriait d'abord de pitié et qui finissait bientôt la conversation avec impatience. Je ne me souviens pas, pendant mes dix-huit premières années, d'avoir eu jamais un entretien d'une heure avec lui ».

Telles étaient les relations entre le père et le fils et l'enfance de ce dernier fut livrée à des mains mercenaires, tout d'abord à Marianne, cette jeune fille que le colonel Juste de Constant avait enlevée à sa famille, avec l'intention d'en faire sa maîtresse et qu'il finit par épouser, puis à divers précepteurs qui semblent s'être acquittés assez mal de leur mission. Dans l'intervalle, il fut confié pendant quelque temps à sa grand'mère, Madame de Chandieu, et à sa tante, Madame de Nassau, qui le gâtèrent à outrance ; leur indulgence et leur faiblesse rendirent encore plus pénible le contraste entre la douceur de ces premières années et le régime plutôt rude auquel il fut soumis en Hollande, auprès de son père. Il eut de nombreux précepteurs qui tous semblent avoir été, ainsi qu'il

le dit lui-même, « des hommes très ignorants et très immoraux ». La plupart étaient des déclassés que le père de Benjamin transformait en précepteurs au gré de sa fantaisie ; un chirurgien-major, un ex-avocat, un moine défroqué, tels furent les premiers maîtres de notre auteur. Il avait d'ailleurs une intelligence brillante, une curiosité avide de tout comprendre et de tout assimiler ; si bien qu'à treize ans, en dépit du désordre de ses études, il était plus cultivé que la moyenne des garçons de son âge, mais n'avait que des notions confuses sur beaucoup de choses et les valeurs morales en particulier.

C'est à cette époque que se place un petit voyage en Angleterre, première étape de son existence cosmopolite. Le colonel de Constant ayant entendu vanter les bienfaits de l'éducation anglaise, résolut de conduire son fils à Oxford, mais ne l'y laissa pas lorsqu'il eut constaté que les études de l'Université ne pouvaient convenir à un enfant aussi jeune. De retour sur le Continent, après avoir essayé deux nouveaux précepteurs qui ne lui donnèrent pas plus satisfaction que les précédents, il renonça à l'éducation domestique et envoya Benjamin dans une Université allemande, à Erlangen. C'est dans cette ville, résidence du Margrave de Bareith, qu'il fit ses débuts dans le monde et l'apprentissage de l'indépendance ; il n'avait alors que quatorze ans. Apprécié pour son

esprit et pour son originalité qui faisaient un amusant contraste avec l'ennuyeuse étiquette et le sérieux d'une petite Cour allemande, il profita de son séjour à Erlangen pour travailler avec ardeur, mais aussi pour commettre mille folies. Une prompte disgrâce suivit bientôt la faveur que lui avait accordée la Margrave et qui avait fait des envieux ; ceux-ci prirent leur revanche et le colonel de Constant, lorsqu'il eut appris que son fils était l'objet de la réprobation générale, le rappela auprès de lui à Bruxelles. Il n'y resta pas longtemps ; le colonel appartenait à cette génération de la fin de l'ancien régime qui commençait à découvrir l'agrément des échanges intellectuels et commerciaux à travers l'Europe et, désirant pour son fils une culture plus libérale que celle qu'il était susceptible d'acquérir aux Pays-Bas, il le conduisit à Edimbourg, ville où il comptait beaucoup d'amis et dont l'Université était célèbre. Cette année de travail dans la capitale de l'Ecosse, Benjamin Constant nous dit qu'elle fut la plus agréable de sa vie. Il s'était lié d'amitié avec plusieurs jeunes gens intelligents et studieux qui l'introduisirent dans de petits cercles d'études où il fit ses débuts d'orateur. Très remarqué dans les réunions littéraires et philosophiques, car sa connaissance parfaite de l'anglais lui permettait de mettre en valeur son esprit brillant, s'il ne prolongea pas davantage ses études à Edim-

bourg, ce fut à cause de cette passion du jeu qui devait se montrer de plus en plus irrésistible à mesure qu'il avançait en âge. Il fut entraîné à une banque de pharaon, joua, perdit, fit des dettes, joua de nouveau pour se libérer et en contracta de nouvelles, puis, rappelé par son père, il quitta la ville en laissant derrière lui de nombreux créanciers et une impression plutôt défavorable. Son éducation était alors virtuellement terminée, et après quelques mois à Paris, où livré à lui-même, il mena l'existence la plus dissipée, après un séjour en Suisse où il noua une platonique idylle avec la femme d'un ambassadeur d'Angleterre, Madame Trevor, son père l'envoya de nouveau à Paris, cette fois chez Monsieur Suard, dont le salon était fort connu et qui devait l'introduire dans les milieux littéraires.

Benjamin Constant arrivant à Paris en cette année 1787, aux dernières heures de l'ancien régime, ce n'était certes pas un provincial ébloui d'avance par la capitale, mais un jeune homme instruit et brillant qui avait déjà fréquenté beaucoup de peuples et de milieux divers et qui était fort désireux de se faire apprécier par cette société française la plus spirituelle de l'Europe. Au physique, il était assez petit avec des traits irréguliers, un grand nez et des cheveux blonds tirant sur le roux. Ces apparences, qui n'étaient pas d'un séducteur, il les rachetait par

l'ironie mordante de sa conversation, la vivacité de ses répliques, un dédain calculé qui masquait une timidité native. Chez M. Suard, il rencontra des philosophes, La Harpe, Lacretelle, Marmontel; on apprécia l'originalité de son esprit et « une impertinence qui, n'étant pas dans les manières mais dans les jugements, était moins aperçue et moins offensante. (1)

C'est à ce moment qu'il fit la connaissance de la femme dont l'influence devait le plus contribuer à la formation de son jugement et de sa sensibilité, Madame de Charrière. Elle avait 47 ans et n'avait jamais été très belle, mais son intelligence et la bizarrerie de son caractère étaient célèbres, elle avait joué à la femme de lettres en publiant une autobiographie romancée « *Lettres écrites de Lausanne* ». Il n'en fallait pas plus pour séduire un jeune homme de vingt ans assez inexpérimenté malgré ses airs sceptiques ; et le mépris qu'elle professait pour les conventions sociales et mondaines, les paradoxes qu'elle défendait avec verve, et sa haine des préjugés courants, tout cela ne pouvait qu'enthousiasmer ce désabusé précoce. Leur liaison défraya bientôt la chronique parisienne, ce qui n'empêcha pas Benjamin Constant de commettre mille folies, de faire des dettes de jeu et de se lancer dans plusieurs intrigues,

(1) « Le Cahier Rouge »,

dont quelques-unes avaient un but matrimonial. Le plus souvent, il faut l'avouer, il n'agissait que par besoin d'agitation, par désir de vivre quelques-uns des paradoxes recueillis dans ses conversations avec Madame de Charrière, et aussi par un goût d'étonner naturel aux êtres très jeunes. D'ailleurs, à côté de cette existence de plaisir, il en avait une autre mieux dissimulée : il se livrait à des recherches philosophiques et compulsait des documents pour une histoire du polythéisme dont il avait conçu le projet en Suisse et qui devait aboutir à son grand traité *l'Histoire des Religions*.

Un mariage manqué, une tentative de suicide, des nuits passées au jeu, tout cela fit assez de bruit et l'écho en parvint aux oreilles du colonel de Constant dans sa garnison de Bois-le-Duc, en Hollande. Il délégua à Paris un de ses lieutenants avec la mission de ramener auprès de lui l'Enfant Prodigue. Mais celui-ci, qui avait discuté pendant plusieurs mois avec Madame de Charrière sur l'indépendance, prit une décision qui devait sembler plus qu'étrange à une époque où l'autorité paternelle n'était pas mise en question et ce fut une fugue vers l'Angleterre. Cette première révolte de Benjamin Constant n'était pas l'œuvre d'une résolution mûrement réfléchie, mais bien plutôt la conséquence d'une série de hasards où se débattait l'incertitude de sa volonté. « En géné-

ral, dit-il, ce qui m'a le plus aidé dans ma vie à prendre des partis très absurdes, mais qui semblaient du moins supposer une grande décision de caractère, c'est précisément l'absence complète de cette décision et ce sentiment que j'ai toujours eu, que ce que je faisais n'était rien moins qu'irrévocable dans mon esprit. De la sorte rassuré par mon incertitude même, sur les conséquences d'une folie que je me disais que je ne ferais peut-être pas, j'ai fait un pas après l'autre et la folie s'est trouvée faite » (1). C'est ainsi que pendant quatre mois il parcourut l'Angleterre et l'Ecosse à cheval, goûtant les charmes de la vie errante, assez démuné d'argent, mais tout à la joie d'être pour la première fois « complètement seul et complètement libre ». (2)

A son retour en Hollande, il fut reçu par son père sans un mot de plaisir ou de blâme et informé qu'il était investi d'une charge de Chambellan à la Cour du duc de Brunswick ; il partit pour remplir ses nouvelles fonctions, après un séjour de deux mois au Colombier, auprès de Madame de Charrière. Ce départ pour une Cour d'Allemagne où il occupe un poste officiel, ouvre une nouvelle phase dans la vie de Benjamin Constant ; il n'a été jusqu'alors qu'un

(1) « Le Cahier Rouge ».

(2) « Le Cahier Rouge ».

adolescent curieux, avide d'impressions nouvelles. Son nouveau rôle exige de lui une certaine responsabilité et ne suffira pas cependant à fixer son caractère instable.

En 1789, il se maria, ou plutôt se laissa marier, avec une femme très laide, plus âgée que lui et d'humeur assez acariâtre, Wilhemine de Cramm dame d'honneur de la Grande-Duchesse. Il commençait à s'ennuyer à cette Cour prisonnière d'une rigide étiquette et comptait sur le mariage pour faire diversion. C'était l'année de la Déclaration des Droits de l'Homme ; en France, les députés des trois ordres, noblesse, clergé et tiers-état s'enthousiasmaient pour les nouveaux principes, faisaient table rase des privilèges et des antiques libertés locales pour reconstruire selon de nouvelles formules importées d'outre-Manche ou puisées dans le contrat social. Benjamin Constant, qui ne s'était jusqu'alors guère occupé de politique, était prédisposé par son éducation et ses voyages en Angleterre à applaudir aux grands bouleversements qui se préparaient. Les railleries dont il criblait sans cesse les principaux dignitaires de la Cour prirent un ton révolutionnaire et le firent traiter de Jacobin. Pendant que s'organisait sur la rive droite du Rhin l'armée des Princes, toutes ses sympathies allaient aux Constituants dont il partageait les illusions. L'entourage du grand-duc lui

devint franchement hostile, car il s'était fait beaucoup d'ennemis par son ironie mordante et là-dessus vint se greffer le scandale de son divorce. Wilhemine de Cramm n'avait pas seulement un caractère difficile ; sa fidélité n'était pas à l'abri de tout reproche, et lorsque Benjamin Constant découvrit « les coups de canif qu'elle donnait au contrat conjugal » (1), il en profita pour briser des liens qui commençaient à lui peser. Telle fut la première expérience conjugale d'un homme qui avait la manie du mariage, et qui ne put jamais y trouver le bonheur, ou seulement la quiétude. Ses ennemis profitèrent de l'occasion et se liguèrent pour exploiter le scandale consécutif à toute rupture. Sa situation devenant intenable, Benjamin Constant donna sa démission de chambellan et se réfugia en Suisse. Ses regards étaient tournés vers la France dont il avait suivi attentivement la politique depuis les débuts de la Révolution ; mais aux belles déclarations accordant à l'individu le droit de penser et d'agir à sa guise dans les limites de la liberté d'autrui, avait succédé la Terreur, régime de tyrannie qui se résume en ces mots : « La Fraternité ou la mort ». Benjamin Constant fut profondément déçu : dans ses lettres à Madame de Charrière (car pendant tout ce temps la correspondance a été inin-

(1) « Journal Intime »

terrompue), on retrouve les traces de ce dégoût de la politique, qui lui fait mépriser également les Montagnards et les Girondins, tous n'ayant en vue que leurs petites ambitions particulières qu'ils déguisent sous le vocable Salut Public. Il avait également l'ambition de jouer un rôle politique et souffrait de son inaction forcée ; passant pour aristocrate aux yeux de ses amis de France et pour jacobin vis-à-vis de ceux qui l'entouraient, il dévoilait sa pensée véritable lorsqu'il écrivait à son amie : « En raisonnement, je suis encore très démocrate, il me semble que le sens commun est bien visiblement contre tout autre système ; mais l'expérience est si terriblement contre celui-ci que si dans ce moment je pouvais faire une révolution contre un certain gouvernement dont vous savez que nous n'avons guère à nous louer, je ne la ferais pas ». (1)

Pendant cette crise de scepticisme et de lassitude, il fit la connaissance de la femme qui devait avoir sur sa vie l'influence la plus durable et la plus profonde : Madame de Staël. Elle fut dans son existence le cataclysme, elle fut peut-être aussi l'étincelle ; sans elle il n'aurait été en philosophie politique qu'un amateur distingué ; pour l'éblouir, il lui fallut l'acti-

(1) Le gouvernement de Berne avec lequel le Colonel de Constant avait été en difficultés.

tivité et la gloire : une femme passa et changea le cours du destin.

C'est pour la suivre qu'il vint à Paris en 1795 et qu'il résolut de pénétrer dans l'arène politique. L'on était alors dans une de ces périodes de relâchement général qui suivent les grandes secousses. La nation, qui venait de subir le joug sanglant du gouvernement révolutionnaire, aspirait confusément à la liberté dans l'ordre et rêvait d'une République libérale, accueillante à tous. L'heure était opportune pour Benjamin Constant. Son coup d'essai fut anonyme : il rédigea un Discours que prononça Louvet à la Convention et qui fut d'ailleurs un échec.

La Constitution de l'an III allait être mise en vigueur ; le Directoire avec ses nombreux conseils destinés à rétablir l'équilibre entre les différents pouvoirs, correspondait assez bien aux vues libérales de Benjamin Constant et c'est sous ce gouvernement que se précise sa vocation politique. En 1796, il publia une petite brochure : « De la force du Gouvernement actuel et de la nécessité de s'y rallier », qui fut extrêmement remarquée. On devinait dans cet inconnu un publiciste d'avenir, car il savait rehausser les formules déjà usées et les apologies de la Liberté, d'une argumentation incisive. En 1797, croyant voir dans les manifestations de l'opinion contre les Jacobins anciens membres du gouvernement révolutionnaire,

le prélude de la restauration de la monarchie, il publia une autre brochure « Des Réactions politiques », suivie de « Les Effets de la Terreur ». Il y exposait avec une logique indiscutable le mécanisme des Révolutions et leurs conséquences ; il n'y tenait peut-être pas assez compte des réalités et des causes secrètes, l'action de l'étranger qui a toujours intérêt à affaiblir un voisin puissant, par exemple. Selon lui, les révolutions naissent d'un désaccord entre les institutions et les idées ; elles tendent à rétablir cet accord, mais souvent dépassent le but qu'elles s'étaient proposé et rendent une réaction inévitable. Cette réaction se produit à la fois contre les hommes et contre les idées directrices du mouvement révolutionnaire et le gouvernement a le devoir d'intervenir pour la limiter.

Sous cette forme un peu abstraite et bien qu'il s'inspirât de principes généraux, Benjamin Constant traitait un sujet brûlant d'actualité et dictait nettement au Directoire une ligne de conduite. Il prenait même à partie toute une catégorie d'écrivains suspects d'attachement à l'ancien régime qui, disait-il, « combat les vérités par des ressentiments et les principes par des souvenirs ». Cette attitude très nette et le ton assez acerbe de ses attaques provoquèrent de nombreuses protestations de la part des réactionnaires ; la qualité de sujet helvétique de l'auteur

leur servit de base. De quel droit cet étranger intervenait-il de façon péremptoire dans les affaires intérieures de la France ? Benjamin Constant répliqua en revendiquant le bénéfice de la nationalité française en vertu de la loi de 1790 qui permettait aux descendants des émigrés pour cause de religion de la réclamer en s'établissant dans leur pays d'origine. Il réussit à ce moment à imposer silence aux protestataires, mais sa nationalité fut de nouveau contestée sous la Restauration, lorsqu'il fut élu député ; ses adversaires ne parvinrent pas davantage d'ailleurs à l'exiler de la communauté nationale dont il partageait les sentiments de patriotisme.

Les dernières années du Directoire furent marquées par la confusion qui régnait dans les esprits et le bouleversement des mœurs. Les modes les plus extravagantes, les opinions politiques les plus fantaisistes jouissaient tour à tour d'une vogue excessive et d'une disgrâce imméritée. Les anciens Montagnards vaincus tentaient de faire passer, avec Gracchus, Babœuf, dans le domaine social, les doctrines d'égalité qui avaient triomphé pendant la Révolution dans le domaine politique. Cependant, les partisans de l'ancien régime, camouflés en muscadins, voyaient dans une République libérale la transition nécessaire qui amènerait le retour de Louis XVIII.

Parmi ceux qui soutenaient le Directoire, il y avait

bien peu de républicains sincères, mais Benjamin Constant était de ceux-là. Ayant cru reconnaître en Bonaparte le soutien du gouvernement à la fois énergique et libéral qu'il désirait voir instaurer en France, il approuva tout d'abord le 18 Brumaire.

Le Premier Consul avait la prétention de se connaître en hommes : il avait cru deviner en Benjamin Constant une intelligence assez souple pour servir ses desseins et une conscience assez élastique pour accepter de masquer sous le vernis illusoire d'une constitution, l'autorité absolue qu'il voulait établir. Il le nomma donc membre du Tribunat. Mais il avait compté sans l'indépendance de caractère de Benjamin Constant et aussi sans l'influence de Madame de Staël qui nourrissait une rancune personnelle contre celui qui n'avait pas voulu rendre hommage à son génie.

Son salon était devenu le centre de l'opposition au Nouveau Régime. Là se donnaient rendez-vous tous ceux que le Premier Consul avait déçus dans leurs ambitions ou dans leurs calculs : révolutionnaires qui attendaient du général victorieux une seconde Terreur ou partisans de la monarchie légitime qui espéraient en lui un nouveau Mank.

De ce petit clan, Benjamin Constant était la personnalité la plus marquante ; il n'était plus du tout le jeune provincial du salon de M. Suard, mais

l'homme d'esprit redouté pour sa verve railleuse et recherché pour le brillant de sa conversation. Un peu par esprit d'opposition, un peu pour plaire à Madame de Staël, mais aussi parce qu'il jugeait la nouvelle politique dangereuse pour les libertés publiques, il combattit les projets présentés au Tribunat par le Premier Consul et cette manifestation d'indépendance lui valut, lors du renouvellement du Tribunat, de faire partie des deux-tiers éliminés par Bonaparte à cause de leur libéralisme.

Madame de Staël, exilée en 1802 à 40 lieues de Paris, préféra se réfugier à l'étranger et Benjamin Constant l'y suivit, car nous savons par son *Journal Intime* qu'il avait contracté avec elle « quelque chose de plus serré qu'un mariage ». Au printemps de cette même année, le Baron de Staël, qui était séparé de sa femme depuis 1797, était mort, après s'être réconcilié avec elle. A partir de ce moment, Benjamin Constant passa tous ses étés au Château de Coppet qui appartenait à la famille Necker et était situé sur les bords du Léman, à quelques kilomètres de Genève.

Coppet était une retraite agréable, paisible et luxueuse, mais régner en souveraine sur ses hôtes n'était pas une ressource suffisante pour l'ambition inassouvie de Madame de Staël. Et, malgré l'animation mondaine créée par les visiteurs, Benjamin s'ennuait dans un lieu où, selon Bonstetten « il se

prodiguait plus d'esprit en un jour que dans la plupart des endroits en un an ».

Ils partirent donc pour l'Allemagne où Madame de Staël comptait de nombreux amis et firent un séjour à Weimar, centre intellectuel de l'Allemagne du Nord, tout empli du rayonnement de la gloire de Goethe: ils furent reçus par celui-ci mais Constant, relégué au second plan par son illustre amie, ne fit qu'une impression médiocre sur l'auteur de *Faust* qu'il jugea, de son côté, assez défavorablement. Les rapports ne devaient se détendre qu'un peu plus tard.

Les voyageurs rencontrèrent aussi Schiller, Wieland et Miller ; ils furent présentés à la Cour et le grand-duc Charles-Auguste, qui avait connu le colonel Juste de Constant, mit sa bibliothèque à la disposition de son fils. Cette capitale accueillante et lettrée ne les retint que quelques mois : Benjamin Constant se dirigea vers Leipzig où, séduit par la découverte d'une bibliothèque de 80.000 volumes, il projetait de s'établir tandis que Madame de Staël se rendait à Berlin. La politique lui étant interdite, il tourna son activité vers la littérature, et résolut de compulser à Leipzig les documents philosophiques qui lui étaient nécessaires pour son « Histoire des Religions ». Mais la mort de Necker et la nécessité de distraire son amie du chagrin dans lequel elle était

plongée vint bouleverser ses projets. Il revint en Suisse et demeura quelque temps à Coppet jusqu'au départ de la châtelaine pour l'Italie où elle allait chercher un nouveau sujet de roman : *Cormue*.

Benjamin Constant profita de cette absence pour faire de fréquents séjours à Paris et reprendre contact avec les anciennes relations que la jalousie et l'esprit dominateur de Madame de Staël lui avaient fait négliger. Fréquentant les salons de Madame Pourrat, de Madame de Condorcet, où il rencontrait son ami Fauriel, de Sophie Gay et de Madame Récamier, il reprit goût à la vie brillante ; de nouvelles intrigues sentimentales l'occupaient : M^{me} Lindsay, Julie Talma, la femme divorcée du grand tragédien ; il commençait à éprouver la lassitude de la liaison tyrannique qui durait depuis dix ans. Cependant, d'Italie, Madame de Staël, qui pressentait son détachement et redoutait une rupture, lui écrivait des lettres violentes. Par faiblesse et bien qu'il ne l'aimât plus, il obéit à ses appels et la rejoignit à Coppet pendant l'été de 1805. Cette période de 1805 à 1807 est marquée par la crise la plus douloureuse de sa vie. Le *Journal Intime* reflète dans ses phrases hachées et elliptiques le spectacle de ses luttes intérieures, du conflit entre le désir de s'évader d'un joug qu'il n'aimait plus et la crainte de provoquer le désespoir de son amie qui, au cours de scènes violentes,

recourait à la menace suprême du suicide. Après la mort du Baron de Staël il lui avait demandé de l'épouser, mais elle avait toujours refusé, soit qu'elle ne voulût point perdre son titre et son indépendance, soit qu'elle redoutât le caractère instable de Benjamin ou qu'elle craignît de n'en être point suffisamment aimée. La première raison est sans doute la véritable si l'on en croit la remarque ironique de la Comtesse de Boigne : « Jamais personne n'a été plus esclave de toutes les plus puériles idées aristocratiques que la très libérale Madame de Staël ».

Cependant l'existence à Coppet était brillante et agitée. On y donnait des représentations théâtrales : *Alzire*, *Mérope*, *Andromaque*, dans lesquelles Benjamin Constant, acteur médiocre, se voyait imposer un rôle. Dans le château des bords du Léman se réunissait une société cosmopolite et lettrée : Sismondi, Schlegel, le prince Auguste de Prusse, Madame Récamier, la comtesse de Boigne ; cette dernière trace, dans ses mémoires, un tableau animé de cette coterie de gens d'esprit : « La vie de Coppet était étrange. Elle paraissait aussi oisive que décousue : rien n'y était réglé ; personne ne savait où on devait se trouver, se tenir, se réunir...

« Là où la conversation prenait on plantait ses tentes et on y restait des heures, des journées sans qu'aucune des habitudes ordinaires de la vie inter-

vint pour l'interrompre. Causer semblait la première affaire de chacun. Cependant presque toutes les personnes composant cette société avaient des occupations sérieuses et le grand nombre d'ouvrages sortis de leurs plumes le prouve. Madame de Staël travaillait beaucoup, mais lorsqu'elle n'avait rien de mieux à faire, le plaisir social le plus futile l'emportait toujours. Elle aimait à jouer la comédie, à faire des courses, des promenades, à réunir du monde, à en aller chercher et, avant tout, à causer. »

Benjamin Constant mettait de l'animation par son esprit, mais sa gaieté était superficielle et il demeurait inquiet et déprimé, ainsi qu'en témoigne son roman *Adolphe*, écrit vers cette époque et où apparaît le reflet de sa personnalité tourmentée. En 1807 il se décida cependant à rompre ses chaînes, quitta Coppet et se réfugia dans sa propriété d'Hérivaux, bien résolu à ne plus être « le satellite d'un brillant météore ». C'est alors qu'il songea au mariage comme moyen d'échapper définitivement à l'emprise de Madame de Staël. Il avait retrouvé à Paris, l'année précédente, la Baronne de Marenholz, née Charlotte de Hardenberg, qu'il avait connue à la Cour de Brunswick. Elle avait divorcé depuis et épousé un émigré français nommé Dutertre. Benjamin Constant, à qui elle avait plu quinze ans auparavant, fut conquis par sa grâce, sa douceur, sa bonté, qualités qui

manquaient précisément à Madame de Staël. Elle divorça de nouveau pour l'épouser et leur mariage fut célébré secrètement en décembre 1807 par un pasteur de Besançon. Pendant plusieurs mois d'ailleurs, il n'osa pas le rendre public par crainte d'affliger Madame de Staël et ce n'est qu'un an et demi après qu'il se décida à le lui annoncer, ce qui provoqua de nouvelles scènes au cours d'un séjour que tous deux firent à Aix, et enfin amena une rupture définitive.

La nouvelle Madame de Constant, dont sa cousine Rosalie disait : « Bien qu'elle ne soit ni jeune, ni belle, ni riche, elle n'est non plus ni vieille, ni laide, ni pauvre », faisait un étrange contraste par son insignifiance avec l'atmosphère d'ouragan et de passion qui était celle de Coppet. Mais dans son château de Hardenberg, où ils s'installèrent en 1811, elle assurait du moins à Benjamin un foyer paisible où il pouvait travailler facilement, grâce à la proximité de la bibliothèque de Göttingen. Ce fut une oasis de retraite et de calme dans cette existence si agitée. Cependant même dans cette Allemagne universitaire, il n'était pas possible d'échapper au fracas général des armes qui se levaient en Europe contre la domination napoléonienne et Benjamin Constant, pressentant le déclin du régime impérial, sentit renaître ses anciens enthousiasmes. Sa passion pour la Liberté,

la seule vraie passion qu'il ait peut-être jamais éprouvée, lui inspira en 1813 un pamphlet : « De l'Esprit de Conquête et de l'Usurpation » qui est sans doute son chef-d'œuvre politique. En phrases brillantes et concises, après avoir montré les dangers de l'esprit de conquête, toujours insatisfait, il traçait un parallèle entre l'usurpation et la monarchie et exposait ses idées générales sur la Souveraineté du peuple et les différentes sortes de libertés que nous analyserons plus loin. Interdit en France, l'« Esprit de Conquête » s'y répandit clandestinement et connut un grand succès.

La politique l'avait ressaisi et dès lors il désira rentrer en France et jouer un rôle de premier plan. Après une tentative malheureuse de conspiration en faveur de Bernadotte, il attendit pour rentrer à Paris que les Alliés fussent maîtres de la ville et, laissant sa femme à Göttingen, il partit avec Auguste de Staël. Il souhaitait prendre sa revanche de quinze années d'inaction et l'accueil qui lui fut fait dépassa toutes ses espérances ; reçu partout avec empressement, présenté au Czar Alexandre, sollicité par Talleyrand et les royalistes, une nouvelle voie semblait s'ouvrir devant son ambition. Menant de front l'existence mondaine qui commençait à renaître et l'activité politique, il écrivait de nombreux articles dans le « Journal des Débats », publiait ses « Réflexions sur

les Constitutions et les Garanties » et dînait tous les soirs en ville avec Talleyrand, Raynouard, Fouché et Beugnot. Et c'est à ce moment, aux approches de la vieillesse, qu'il s'éprit follement de Madame Récamier qu'il connaissait depuis longtemps, qu'il avait rencontrée souvent à Coppet, à Aix, à Paris et qu'il n'avait remarquée jusqu'alors que comme une jolie femme entre beaucoup d'autres. En la revoyant en 1814, il découvrit la violence de ses sentiments et, comme elle ne lui donnait en échange qu'un peu d'amitié dédaigneuse, il se rangea, espérant lui plaire, dans le parti royaliste constitutionnel qui avait toutes ses sympathies. L'influence de Madame Récamier sur son attitude politique fut décisive et, lors du débarquement de l'île d'Elbe, c'est parce qu'il connaissait son attachement à la cause des Bourbons qu'il écrivit le fameux article des Débats qui se terminait par ces mots : « Je n'irai pas, misérable transfuge, me traîner d'un pouvoir à l'autre, couvrir l'infamie par le sophisme et balbutier des mots profanés pour racheter une vie honteuse ». Au milieu du désarroi général, l'article fit une sensation profonde, mais la marche de Napoléon vers Paris obligeait l'auteur à fuir. Celui-ci partit pour Nantes, comptant s'embarquer pour l'Angleterre, mais à mi-chemin, il apprit que la ville était au pouvoir des bonapartistes et revint à Paris, prêt à subir les conséquences de

la colère de l'Empereur. Cependant l'ordre d'arrestation ne vint pas ; Napoléon avait compris qu'il fallait faire des concessions aux libéraux, exploiter les mécontentements provoqués par la première application de la Charte ; sur le conseil de Fouché, il fit mander aux Tuileries Benjamin Constant, porte-parole de l'opinion libérale, et lui demanda de rédiger un projet de constitution, en lui offrant un poste de conseiller d'Etat. Et Benjamin Constant accepta ; pour un sourire de Madame Récamier, il s'était jeté avec fougue dans un parti qui n'était pas le sien, mais ébloui par la perspective d'un rôle d'homme d'Etat, il le trahit, trois jours plus tard, avec autant d'éclat qu'il l'avait défendu. Cette brusque volte-face est sans doute le point le plus difficile à justifier de la vie de Benjamin Constant ; certains de ses biographes ont essayé de le faire en disant que lorsqu'il écrivait les articles des Débats il était sous l'influence de Madame Récamier, mais qu'après l'entrevue des Tuileries il crut sincèrement aux nouvelles intentions libérales de Napoléon et vit dans le ralliement de la nation autour de l'Empereur, un moyen de salut pour le pays. Lui-même, dans ses « Lettres sur les Cent Jours », a mis son acceptation sur le compte du patriotisme : « On m'a reproché, dans un libelle, de ne pas m'être fait tuer auprès du trône que le 19 mars j'avais défendu. C'est que le 20 j'ai levé les yeux,

j'ai vu que le trône avait disparu et la France restait encore ».

Mais toutes ces défenses sont assez faibles, et il n'est guère douteux que l'ambition et surtout le désir de réaliser les idées qu'il mûrissait depuis de longues années, aient pesé sur sa décision. Cependant, le projet qu'il apporta à l'Empereur ne fut pas adopté tel quel et fut remanié bien des fois avant de devenir l'Acte Additionnel aux Constitutions de l'Empire. Le texte en fut discuté avec Napoléon qui imposa sa volonté sur plusieurs points importants, comme le maintien de la confiscation, par exemple ; il fut soumis ensuite à la Commission de Constitution et au Conseil d'Etat. A travers les modifications successives les tendances les plus libérales avaient été éliminées, ainsi, sauf le cas de mise en accusation, les Chambres ne pouvaient demander d'explications aux ministres, ce qui aboutissait à supprimer toute responsabilité politique. Accueilli par l'hostilité de la presse et l'indifférence de la masse (comme le prouve le plébiscite : 1.500.000 « oui » et 4.000 « non » sur 6 millions d'électeurs), l'Acte Additionnel ne fut jamais appliqué ; la nouvelle Chambre venait seulement de se réunir, sous la présidence de M. de Lanjuinais, lorsque ce fut Waterloo et la chute définitive de l'Empire.

Après le retour du roi, la situation de Benjamin Constant était périlleuse ; et d'autant plus suspect

aux yeux des royalistes que sa soumission à Napoléon avait été inattendue, il subit le déchaînement de l'opinion publique : on réclamait pour lui le sort de La Bédayère ; alors poussé par ses amis, il quitta la France et alla se réfugier à Bruxelles où l'attendait sa femme. Mais il n'était pas dans sa destinée d'aller jusqu'au tragique : son nom ne fut même pas sur la liste des exilés ou plutôt après y avoir été inscrit, il fut rayé par Louis XVIII, après intervention de Decazes. Libre de revenir à Paris, il voulut laisser aux esprits le temps de s'apaiser et quitta Bruxelles pour Londres où il écrivit ses « Lettres sur les Cent Jours », véritable plaidoyer « pro domo » et où il publia Adolphé.

Il ne rentra en France qu'en 1816, après la dissolution de la Chambre Introuvable et c'est alors que commença sa grande période d'activité politique par laquelle le nom de Constant est inséparable de l'histoire de la Restauration. Sa première brochure « De la Doctrine politique qui peut réunir les partis en France » fut une réponse au pamphlet de Chateaubriand « La Monarchie selon la Charte ». Il y proclamait que la monarchie pour se concilier l'opinion publique lasse des discordes civiles devait se montrer résolument libérale et adopter le régime parlementaire. En même temps, il collaborait à plusieurs périodiques, entre autres au « Mercure », qui, supprimé,

devint « La Minerve Française », et participait également à la lutte électorale. Son « glissement à gauche », comme nous dirions aujourd'hui, s'était accentué depuis l'époque où il fréquentait le salon de Madame Récomier. En 1817, les royalistes constitutionnels étaient au pouvoir avec le Duc de Richelieu, tandis que Benjamin Constant se rangeait dans l'opposition aux côtés de Manuel et de Lafayette. Pour préparer les élections, il publia deux pamphlets « Des Elections prochaines » et l'« Entretien d'un Electeur avec lui-même », monologue assez spirituel où il note les répercussions des affaires publiques sur la vie privée des individus. Cependant, il fut battu aux élections de 1818 ainsi que Manuel et La Fayette qui venaient de fonder le nouveau parti libéral indépendant. Mais Constant prit sa revanche en 1819 dans la Sarthe où son succès fut assuré grâce à l'appui du directeur du journal avancé du département, Guyot.

Les dix premières années de sa vie furent remplies par une activité politique intense, et marquées par une opposition acharnée à tout ce qu'il croyait une atteinte à la Liberté. Il débuta deux semaines après son élection par un discours sur les lois sur la presse et cette session de 1819-1820 lui fournit de fréquentes occasions de batailles, car elle compte parmi les plus orageuses dans l'histoire de la Restauration ;

l'élection de l'abbé Grégoire, le conventionnel républicide, la loi électorale, la liberté de la presse, furent les plate-formes où s'affrontèrent les partis. Constant siégeant à l'extrême-gauche avec Manuel, Sébastiani, le général Foy, dirigeait la tactique de son parti et se sattaques étaient extrêmement redoutées de ses adversaires. Toujours prêt à monter à la tribune, il intervenait à chaque instant dans la discussion d'une manière adroite, violente, incisive et souvent spirituelle ; cependant, malgré son talent de dialecticien, il manquait un peu de flamme et avait été gêné au début par un défaut de prononciation. Dévoré par un besoin d'agitation perpétuelle, il ne limitait pas, d'ailleurs, son champ d'action au Parlement, trouvait le temps de rédiger de nombreux articles et pamphlets et même, pour satisfaire sa vieille passion du jeu, de fréquenter, le soir, les tripots du Palais-Royal.

La bataille parlementaire atteignit son apogée en janvier 1822, lorsque le ministère Decazes, qui avait autrefois recueilli les sympathies des libéraux, présenta une nouvelle loi sur la presse. Benjamin Constant prononça un discours haché d'interruptions dans lequel il accusait le gouvernement d'avoir violé la Charte ; pendant cette session, son âpreté avait soulevé bien des haines, il était l'homme le plus détesté du parti libéral avec La Fayette. Il fut alors impliqué dans le complot du général Berton et l'on exploita

contre lui la coïncidence d'un voyage qu'il avait fait à Saumur, quelque temps auparavant et les manifestations auxquelles il avait donné lieu, de la part des jeunes officiers de l'Ecole de Cavalerie. Accusé de « complicité morale », il fut traduit devant la Cour d'Assises et condamné à six semaines d'emprisonnement et 500 francs d'amende (la peine de prison ne fut d'ailleurs pas exécutée, grâce à l'intervention de Chateaubriand et de Madame Récamier). C'est le premier indice d'un nouveau déclin de la fortune : les élections de novembre 1822 furent désastreuses pour les libéraux et Benjamin Constant fut parmi les vaincus. Il ne se découragea pas cependant, et bien qu'il sentît décroître sa popularité, il se présenta aux élections partielles de 1824 où il fut réélu par les collèges de Paris.

C'est à ce moment qu'une nouvelle difficulté fut soulevée par ses ennemis : la question de sa nationalité. Dans la confusion qui avait régné pendant les dernières années du Directoire, il ne s'était pas préoccupé de la faire résoudre ; la pétition qu'il avait rédigée était restée sans réponse, puis Genève ayant été annexée à la France, il avait été élu au Tribunat comme citoyen de cette ville ; avec la modification des traités de 1815, il lui fallait de nouveau justifier de son ascendance d'émigrés protestants français. Ses adversaires voulaient lui refuser le bénéfice de la

loi de 1790 parce que son ancêtre, Augustin de Constant, aurait été obligé de quitter la France non pour cause de religion, mais pour haute trahison, et que, de plus, l'Artois, province dont il était originaire, n'était pas encore réuni à la France. Cette dernière raison était péremptoire, mais, après des recherches faites à Lausanne, il arriva à prouver son extraction française par la ligne maternelle des Chandieu et, défendu par Sébastiani et le général Foy, il amena la Commission de la Chambre à lui reconnaître définitivement la qualité de Français.

Ces attaques et ces difficultés ne désarmaient pas son opposition intransigeante : il combattit plus farouchement qu'aucun autre le ministère Villèle et réussit à faire échouer plusieurs de ses projets ; son libéralisme lui masquait le sens national et l'esprit constructeur de ce grand ministre à qui notre époque commence à rendre justice. Les querelles parlementaires se dénouaient souvent sur le terrain et Benjamin Constant eut aussi plusieurs duels, car ses ennemis étaient nombreux ; Madame de Beaumont écrivait à son sujet : « Tout le monde le déteste et lui-même ne peut parvenir à s'aimer ». En particulier, sa dernière rencontre avec M. de Forbin eut un caractère tragique car, malade, affaibli, il se fit porter sur le terrain, dans un fauteuil.

En 1827, il fut élu député du Haut-Rhin et, à par-

tir de ce moment, ses forces déclinerent et son activité parlementaire diminua. Mais la Révolution de Juillet vint réveiller son énergie ; il était à la campagne où il venait de subir une opération, lorsque Lafayette lui écrivit : « Il se joue ici une partie où nos têtes seront l'enjeu, apportez la vôtre ». Bien qu'il fût gravement malade, et en dépit des interdictions des médecins, il revint à Paris, se fit transporter à l'Hôtel de Ville en chaise à porteurs et y soutint énergiquement la solution monarchique ; il fut même chargé par ses collègues de rédiger l'adresse au Duc d'Orléans pour lui demander de devenir Lieutenant-Général du royaume.

Après le couronnement de Louis-Philippe, il fut nommé président du Conseil d'Etat et l'on pouvait penser que, bénéficiant des faveurs du nouveau régime, il s'y rallierait définitivement. Il n'en fut rien cependant et c'est à ce sujet que circule la fameuse anecdote du don de 200.000 francs que l'on exploite souvent contre lui, en le taxant d'ingratitude, alors qu'elle est également à l'honneur du monarque et de l'écrivain. Considérablement appauvri par le jeu, presque ruiné, Benjamin Constant avait, à plusieurs reprises, emprunté au banquier Laffitte. Celui-ci, gêné par la crise des affaires qui suivit la Révolution de 1830, demanda le règlement de cette dette, et Louis-Philippe, apprenant la situation critique de Constant,

désintéressa son créancier. On raconte que l'irréductible opposant prononça alors les paroles suivantes : « Sire, j'accepte, mais la liberté passe avant la reconnaissance, je veux rester indépendant, et si votre gouvernement fait des fautes, je serai le premier à rallier l'opposition. — C'est bien ainsi que je l'entends, répliqua le roi.

En effet, Benjamin Constant ne pouvait rester gouvernemental ; il combattit le premier ministère sur la question de la liberté de la presse ; ce devait être sa dernière intervention ; malade, accablé par les infirmités et par une vieillesse précoce, abattu par son échec à l'Académie qui lui avait préféré un poète médiocre, M. Viennet, il sentait sa fin approcher. Cependant, il travailla encore, acheva le dernier volume de son livre sur les Religions et, le 8 décembre 1830, lassé de lui-même et des autres, il quitta sans regret ce monde auquel il avait sans doute trop demandé et qui, pendant soixante ans, avait perpétuellement déçu ses désirs de gloire, d'ambition et d'amour.

Il n'est pas aisé, surtout en une brève analyse, de donner une idée exacte du caractère de Benjamin Constant ; instable, agité, indécis sont des mots trop faibles pour peindre l'infinie complexité de son esprit et de son cœur. « C'est un homme en guerre avec lui-même », a dit Suarès, et c'est par ses complications

qu'il nous est cher, par son illogisme qu'il nous séduit. Toute sa vie fut en effet une bataille sans trêve entre l'intelligence et la sensibilité, entre l'instinct et la raison. Conflit d'apparence romantique et cependant rien n'est moins romantique qu'« Adolphe », plus moderne, plus proche de nous que les Werther et les René. On lui a reproché sa sécheresse et il a répondu par avance dans ces quelques lignes du « Journal Intime » : « On me querelle sur mon peu de sensibilité. Non, je n'ai pas peu de sensibilité, mais elle est susceptible et jamais celle des autres ne lui convient parfaitement. Elle me paraît toujours trop lourde ou trop légère et me heurte. Je n'y trouve rien de très juste ni de très profond ; je n'y vois qu'un moyen de se débarrasser de la douleur qui me paraît ignoble. En un mot, ma sensibilité est toujours blessée de la démonstration de celle des autres ». C'est pourtant de cette sensibilité que proviennent toutes ses erreurs : la répugnance à faire souffrir le riva pendant quinze ans auprès de Madame de Staël qu'il n'aimait plus, s'il l'a jamais aimée, et sa passion tardive pour Madame Récamier fut la cause de son attitude politique ; en même temps une intelligence lucide, impitoyable dans son œuvre de dissection morale lui faisait clairement apercevoir toutes ses faiblesses, tous ses abandons. La plus grande lacune de sa personnalité était le manque d'énergie ; il a passé toute sa

vie à prendre des décisions soudaines, inexplicables et à revenir en arrière parce qu'au fond il n'a jamais choisi. Il avait l'horreur du définitif, de tout ce qui est stable et arrêté ; ses liaisons et son mariage ne lui sont jamais apparus que comme provisoires et c'est lorsqu'il venait d'épouser Charlotte de Hardenberg qu'il écrivait : « Je ne parierais pas que nous finirons notre vie ensemble ». Ce goût de l'instable, ce perpétuel désir de changement était le résultat d'une lourde hérédité nerveuse qui faisait dire à sa cousine Rosalie : « Il y a dans notre sang une inquiétude qui a nui à plusieurs d'entre nous et n'a rien fait pour notre bonheur. La génération actuelle l'a bien moins, Benjamin excepté. »

Cette intelligence, une des plus pénétrantes qui soient, cet esprit critique sans cesse en éveil qu'il exerçait sur les autres et sur lui-même, il ne semble pas en avoir tiré le maximum dans le domaine politique. Sceptique dans tous les ordres d'idées, une idole subsistait en lui : la liberté individuelle et il paraissait la vénérer davantage à mesure que les illusions s'évanouissaient et que se dissipaient les enthousiasmes, tant il est vrai que l'homme le plus détaché de toute conviction dogmatique a besoin d'étayer sa philosophie sur une foi et selon l'expression italienne « d'atteler sa charrue aux étoiles »,

CHAPITRE II

Organisation politique de l'État.

Les années qui suivirent la chute de Napoléon ont vu naître les projets de constitution par dizaines. Chacun avait son avis plus ou moins original, plus ou moins sensé sur la forme du gouvernement, sur la manière de régler les rapports des différents pouvoirs et les brochures, pamphlets, libelle se multipliaient. Benjamin Constant publia, lui aussi, en appendice à son ouvrage « *Réflexions sur la Constitution et les Garanties* », une *Esquisse de Constitution* qui fut extrêmement remarquée. C'était le résumé clair et précis des idées esquissées dans l'« *Esprit de Conquête* » et développées ultérieurement dans les « *Principes de Politique* » ; l'auteur y préconisait une monarchie constitutionnelle appuyée sur le régime parlementaire et garantissant les libertés individuelles, et l'on y retrouve condensées et divisées en chapitres et articles l'essentiel des opinions disséminées dans ses autres ouvrages. Peut-on

bien affirmer cependant que c'est là que réside la véritable pensée de Benjamin Constant, et n'est-il pas audacieux de dire qu'il n'a pas varié lorsqu'il s'agit d'un homme qui a soutenu et servi successivement la République, la Royauté et l'Empire ? Sa souplesse d'esprit sur certains points, alliée à une intransigeance rigoureuse sur beaucoup d'autres, attire ou déconcerte, selon qu'on la met sur le compte du patriotisme ou de l'ambition. A notre avis, aucune de ces deux explications n'est tout-à-fait exacte ; il n'était pas homme à sacrifier ses idées au salut public ou à l'intérêt personnel et la facilité avec laquelle il accepta ou plutôt essaya chaque régime n'est peut-être qu'une preuve de son indifférence en cette matière. Il est assez curieux de voir un écrivain politique ne manifester aucune préférence pour une certaine forme de gouvernement et cet éclectisme a sans doute sa cause dans l'importance qu'il attribue à l'idée de Liberté : tout gouvernement qui, par l'agencement de ses pouvoirs, lui accorde les garanties nécessaires, lui semble devoir être essayé.

République ou Monarchie ? Son caractère indépendant, son éducation protestante le poussent vers la première. Son sens des réalités, son horreur pour la vulgarité démagogique l'inclinent vers la seconde lorsqu'elle est tempérée par une constitution à la manière anglaise. Il n'a jamais bien pénétré l'intérêt

de cette question de régime pourtant essentielle et a toujours travaillé à faire aboutir les réformes qu'il jugeait souhaitables dans le cadre existant. Républicain convaincu lorsqu'à la fin du Directoire, il écrivait « Les Réactions politiques », en 1815 il acceptait la Charte et définissait très bien le danger des républiques qui est l'absence d'un pouvoir neutre. C'est sous cette dernière forme que s'est fixée sa pensée, puisque l'Acte Additionnel n'était qu'un compromis entre la dictature napoléonienne et ses aspirations libérales ; c'est donc dans ses derniers ouvrages que nous étudierons l'organisation politique qu'il rêvait pour la France.

Tout d'abord pour empêcher une tyrannie quelconque de s'établir, il faut diviser les pouvoirs entre les différents organes de telle sorte qu'aucun ne prédomine sur les autres. Aussi Benjamin Constant distingue-t-il dans l'Etat cinq grands pouvoirs : le pouvoir royal, le pouvoir exécutif, le pouvoir représentatif de la durée, le pouvoir représentatif de l'opinion, le pouvoir judiciaire.

Le pouvoir royal est un pouvoir neutre, arbitre suprême entre tous les autres. Cet axiome est pour Constant « la clef de toute organisation politique » et il précise ainsi sa pensée : « Le vice de presque toutes les constitutions a été de ne pas avoir créé un pouvoir neutre, mais d'avoir placé la somme totale

d'autorité dont il doit être investi dans l'un des pouvoirs actifs. Quand cette somme d'autorité s'est trouvée réunie à la puissance législative, la loi qui ne devait s'étendre que sur des objets déterminés, s'est étendue à tout. Il y a eu arbitraire et tyrannie sans bornes. De là, les excès du long parlement, ceux des assemblées du peuple dans les républiques d'Italie, ceux de la Convention, à quelques époques de son existence. Quand la même somme d'autorité s'est trouvée réunie au pouvoir exécutif, il y a eu despotisme. De là l'usurpation qui résulta de la dictature à Rome. » (1)

Ce pouvoir neutre est irresponsable et cette irresponsabilité est une conséquence de sa neutralité. Le Roi, arbitre des partis et des organes de l'Etat, ne peut avoir une attitude politique car il serait confondu avec le pouvoir exécutif. Il est le juge suprême auquel on en appelle en cas de conflit; puisque tout pouvoir d'action lui est refusé autrement que par la voie de ses ministres, il est naturel que ceux-là seuls soient rendus responsables. C'est là une idée qui vient d'Angleterre et dont on trouve un essai d'application dans la Constitution de 1791. Un pareil système n'a pas d'inconvénients dans une monarchie héréditaire où le bien public est le patrimoine de toute une

(1) Principes de politique. - Chap. II.

famille et où le roi sait que son œuvre sera jugée et continuée par ses ascendants, responsabilité morale plus lourde et plus efficace qu'une responsabilité juridique. Aussi Constant, pour soustraire à la brigue des élections ce pouvoir neutre qu'il préconise, est-il partisan de l'hérédité. Pour la défendre il ne s'appuie pas sur des considérations tirées du caractère particulier des institutions de l'ancienne France, mais uniquement sur les déductions d'une logique rigoureuse bien que trop arbitraire. Ce qu'il y a en effet de remarquable chez lui c'est le souci du général et son mépris du réalisme. Il n'envisage jamais ce qui convient à un peuple en particulier et l'adaptation des institutions aux mœurs, au climat du pays, il écrit pour l'univers. Quels que soient les défauts d'une pareille méthode, il est intéressant d'en étudier les résultats d'une cohésion irréprochable.

Examinons maintenant les prérogatives dont jouit ce pouvoir neutre, héréditaire et irresponsable ; elles sont peu nombreuses et strictement définies :

La plus importante est la nomination et la destitution des ministres par laquelle il participe indirectement au pouvoir exécutif. C'est un peu une dérogation au pur système parlementaire dans lequel la nomination appartient bien au Roi, mais le choix de celui-ci est guidé par les votes de l'Assemblée. Pour Benjamin Constant, les ministres doivent être à la

fois responsables devant le Parlement et devant le Roi, et il tourne la difficulté en ajoutant que le monarque ne pourra pas garder un ministère qui n'aura pas la confiance de la Chambre, à cause de la nécessité de faire voter les projets de loi. Mais alors, surgit une autre difficulté que l'auteur effleure légèrement sans la résoudre : Qu'arrivera-t-il en cas de conflit entre le monarque et les ministres si ceux-ci sont appuyés par l'Assemblée ? Ils donneront leur démission et une alternative inévitable se posera. Ou bien le Roi désignera des ministres de son goût et leurs premières propositions de lois se heurteront à l'opposition de la Chambre ; ou bien il s'inclinera et les choisira dans la majorité, ce qui rend l'existence d'un pouvoir neutre presque inutile, car il n'aura servi qu'à prolonger la crise.

Il est vrai que la Constitution adjoint à ce droit de nomination de l'exécutif une certaine participation au pouvoir législatif qui se résume dans la faculté de dissoudre la Chambre basse, la Chambre haute étant héréditaire, et dans le droit de veto.

La dissolution est un moyen de trancher les conflits en faisant appel aux électeurs. C'est une arme assez dangereuse, car les électeurs peuvent approuver de nouveau la politique des ministres démissionnaires, ce qui mettra le Roi dans une situation difficile, d'autre part, faire l'opinion publique juge suprême

de l'intérêt national c'est s'exposer à bien des déceptions et un gouvernement énergique doit savoir prendre des mesures impopulaires lorsqu'elles sont indispensables au salut du pays. En ce qui concerne le droit de dissolution, il faut distinguer d'ailleurs entre la lettre de la loi et l'esprit dans lequel on l'applique. Notre Constitution de 1875 l'inscrit bien au nombre des prérogatives du Président de la République, et cependant les circonstances dans lesquelles il en a été fait usage en 1877 l'ont rendu sans doute à tout jamais impraticable.

L'autre intervention du souverain dans la fonction législative est la sanction donnée aux lois pour qu'elles reçoivent force exécutoire. Le roi a le droit de refuser cette sanction et d'opposer son veto à l'œuvre du législateur ; mais bien que cette prérogative paraisse importante, l'effet pratique doit en être à peu près nul puisque le ministère doit avoir la confiance de la Chambre. Benjamin Constant cite pourtant un cas en Angleterre où le droit de veto a été exercé et dans un sens antilibéral : lorsque le roi Georges IV refusa, en dépit de l'avis de ses ministres, d'accorder aux catholiques les droits civiques. C'est encore une conséquence du caractère conservateur du pouvoir royal neutre.

Benjamin Constant accorde aussi au monarque une certaine participation au pouvoir judiciaire,

directement par le droit de faire grâce « droit d'une nature presque divine, qui répare les erreurs de la justice humaine ou les sévérités trop inflexibles qui sont aussi des erreurs », indirectement par la nomination des juges qui, d'ailleurs dans une monarchie parlementaire, a lieu presque toujours sur la proposition du ministre de la Justice.

A peu près aussi illusoire est le droit de décider de la paix ou de la guerre. En réalité, c'est le ministre des Affaires Etrangères qui négocie les traités et le rôle du roi est d'autant plus effacé qu'à cause du vote des crédits la décision appartient en dernier ressort au Parlement.

En théorie, toutes ces prérogatives constituent un champ d'action assez vaste, mais dans le domaine pratique il n'en est pas ainsi et le spectacle des monarchies modernes dans lesquelles les empiétements des ministres et des chambres réduisent les pouvoirs du souverain à un rôle à peu près négatif ne nous incite pas à souscrire aux affirmations de l'auteur des *Principes de Politique* : « Voilà, certes, une carrière vaste, des attributions imposantes, une grande et noble mission : et les conseillers seraient mauvais et perfides qui présenteraient au monarque constitutionnel comme objet de désir ou de regret, cette puissance despotique sans bornes, ou plutôt sans frein, qui serait équivoque parce qu'elle serait illi-

mitée, précaire parce qu'elle serait violente et qui pèserait d'une manière également funeste sur le prince qu'elle ne peut qu'égarer et sur le peuple qu'elle ne sait que tourmenter et corrompre. »

Ce que Benjamin Constant qualifie de puissance despotique, c'est la confusion du pouvoir royal et du pouvoir exécutif, celui-ci, d'après lui, devant être confié à des ministres dont les attributions sont strictement délimitées.

En ce qui concerne leur désignation, nous avons vu qu'ils sont nommé par le roi, mais conformément au système parlementaire anglais, dans le parti qui a la majorité à la Chambre ; ils peuvent d'ailleurs être choisis en dehors du Parlement.

Ils font tous les actes de gouvernement et contrôlent les actes d'administration des agents inférieurs ; d'autre part, ils peuvent déposer des projets de loi concurremment avec les autres membres des assemblées.

Mais ceci n'offre rien de très particulier ; les deux points qu'il est intéressant de développer dans cette organisation du pouvoir exécutif sont : d'abord la responsabilité des ministres et de leurs agents, ensuite le fédéralisme que nous appelons aujourd'hui la décentralisation.

Il faut distinguer la responsabilité politique de la responsabilité criminelle. La responsabilité politique

n'entraîne d'autre sanction que la démission du ministère, lorsque celui-ci n'a plus la confiance du Roi ou des Chambres. Il n'est pas nécessaire que les ministres aient commis des fautes ou des crimes pour être destitués, mais d'autre part, quand bien même ils auraient été coupables de lourdes fautes politiques, celles-ci n'entraîneraient pas de poursuites judiciaires, car « c'est un grand vice dans toute constitution que de ne laisser d'alternative aux hommes puissants qu'entre leur puissance et l'échafaud ». (1)

Les ministres ne peuvent être accusés et n'encourent une responsabilité criminelle que pour trois raisons :

- 1° Abus ou mauvais emploi de leur pouvoir légal;
- 2° Actes illégaux préjudiciables à l'intérêt public, sans rapport direct avec les particuliers ;
- 3° Attentats contre la liberté, la sûreté et la propriété individuelle.

Cette énumération reste volontairement imprécise. De l'impossibilité de prévoir tous les cas où, sans violer la loi, les ministres la peuvent tourner, où, sans excéder positivement les bornes de leur pouvoir, ils peuvent l'utiliser pour leurs fins personnelles, résulte la nécessité de grouper tous les abus dans une loi constitutionnelle.

(1) Principes de politique.

Pour les crimes et les délits contre les particuliers, la compétence appartiendra aux tribunaux ordinaires.

En ce qui concerne les actes qui lèsent les intérêts publics, ils relèvent d'une juridiction spéciale qui n'est autre que la Chambre des Pairs érigée en Tribunal. Pour ces derniers actes, en raison de leur gravité, ce sont seulement les Représentants du Peuple qui ont le droit de mettre en accusation les ministres. Cette disposition concernant la répression de crimes contre la sûreté de l'Etat a survécu dans la Constitution de 1875 qui transforme le Sénat en Haute-Cour pour le jugement des ministres. C'est d'ailleurs une application inexacte de la pensée de Constant. Celui-ci entendait traduire les ministres coupables devant un tribunal qui serait aussi indépendant que possible. C'est pourquoi il désignait la Chambre des Pairs assemblée héréditaire, de préférence à la Chambre des Députés ; la même raison ne joue pas en faveur du Sénat soumis à l'élection.

Les sanctions qu'envisage Benjamin Constant semblent être surtout d'ordre moral et il blâme les peines infamantes à cause de la considération qui doit entourer les fonctions gouvernementales. La publicité de l'accusation et du jugement, le blâme de l'opinion obligeront d'après lui le ministre coupable à disparaître de la scène politique et à rester dans

l'ombre. « La douleur d'une accusation qui retentit dans l'Europe, dit-il, la honte d'un jugement, la privation d'une place éminente, la solitude qui suit la disgrâce et que trouble le remords, sont pour l'ambition et l'orgueil des châtiments suffisamment sévères, des leçons suffisamment instructives ». Cette affirmation témoigne d'une grande confiance dans la mémoire des Princes et des Assemblées, mais elle devait être quelquefois démentie et particulièrement dans les années les plus récentes.

La responsabilité des ministres n'exclut pas celle des agents inférieurs et sans entrer dans les détails de la responsabilité des administrations qui seraient du domaine du droit administratif, l'auteur des Principes de Politique proteste non seulement contre la thèse de l'obéissance passive, mais aussi contre la garantie des fonctionnaires contenue dans l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, article reproduit par toutes les Constitutions depuis lors et qui ne fut supprimé que par le décret-loi du 19 septembre 1870, suppression purement illusoire grâce à la jurisprudence ingénieuse du Tribunal des Conflits.

Une autre théorie très originale et d'une actualité particulièrement vivante concerne l'organisation des pouvoirs municipaux. Là Constant se montre à la fois réactionnaire et novateur en prônant ce qu'on appelait de son temps le fédéralisme et que nous

désignons aujourd'hui par le mot plus barbare, mais moins équivoque, de décentralisation. La Révolution avait été résolument centralisatrice en dépit du mouvement girondin qui avait échoué dès le début. Avant 89, le pouvoir central exerçait une autorité absolue dans les provinces par l'organe des intendants qui contrôlaient et dirigeaient tout. Il fallait donc remonter avant Richelieu pour retrouver la trace des libertés locales ; Constant ne s'appuie pas d'ailleurs sur la tradition française, mais sur un raisonnement abstrait, en partant du principe suivant : il y a dans la commune et dans l'arrondissement beaucoup de questions qui n'intéressent que les habitants de la commune et de l'arrondissement. Il est naturel alors que ceux-ci aient leurs représentants et leurs fondés de pouvoir indépendants du gouvernement, car l'immixtion de celui-ci dans les affaires locales engendre le despotisme et l'anarchie. Ce « déraciné » épris de cosmopolitisme et de changement a très bien compris le sentiment qui attache l'homme à son clocher et au coin de terre où il est né ; il faut lui savoir gré de l'avoir exprimé dans un passage comme celui-ci : « Le patriotisme qui naît des localités est, aujourd'hui surtout, le seul véritable. On retrouve partout les jouissances de la vie sociale. Il n'y a que les habitudes et les souvenirs qu'on ne retrouve pas. Il faut donc attacher les hommes aux lieux qui leur pré-

sentent des souvenirs et des habitudes, et pour atteindre ce but, il faut leur accorder, dans leurs domiciles, au sein de leurs communes, dans leurs arrondissements, autant d'importance politique qu'on peut le faire sans blesser le lien général. » Ce programme si juste, l'idée peut-être la plus raisonnable de ses ouvrages politiques, ne triompha pas dans l'Acte Additionnel et depuis plus d'un siècle aucune de nos constitutions ne l'a réalisé, aussi lorsque l'on considère les aberrations de l'internationalisme, la péroration du chapitre sur le pouvoir municipal nous semble-t-elle prophétique : « ...dans la capitale s'agglomèrent tous les intérêts ; là, vont s'agiter toutes les ambitions. Les individus perdus dans un isolement contre nature, étrangers au lieu de leur naissance, sans contact avec le passé, ne vivant que dans un présent rapide et jetés comme des atomes sur une plaine immense et nivelée, se détachent d'une patrie qu'ils n'aperçoivent nulle part, et dont l'ensemble leur devient indifférent, parce que leur affection ne peut se reposer sur aucune de ses parties. »

Le troisième pouvoir dans l'Etat est le pouvoir législatif, mais Benjamin Constant le subdivise en deux parties qu'il qualifie d'après leur origine différente et non d'après leur fonction identique : le pouvoir représentatif de la durée et le pouvoir représentatif de l'opinion.

Le pouvoir représentatif de la durée réside dans une Chambre haute, la Chambre des Pairs. Cette Assemblée est héréditaire et nommée par le Roi, car l'auteur a très bien vu que dans une monarchie héréditaire il faut une classe sur laquelle le Roi puisse s'appuyer et qui ait en même temps assez d'indépendance pour lui résister le cas échéant. Les Pairs ne sont pas soumis à l'élection et à la brigue ; d'autre part leur Chambre ne pouvant être dissoute, ils jouissent d'une grande indépendance ; enfin le nombre des membres n'étant pas limité, chaque citoyen qui s'est distingué par ses mérites dans un ordre quelconque de l'activité sociale peut espérer y parvenir. C'est ce qui s'est produit sous la Restauration et la Monarchie de Juillet où des écrivains comme Chateaubriand et Victor Hugo ont été élevés à la pairie. C'est ce qui se passe de nos jours encore en Angleterre ; tout cela est d'ailleurs fidèlement inspiré de la Constitution anglaise. La Chambre des Pairs partage avec la Chambre des Députés la fonction législative. Les lois, pour avoir force exécutoire, doivent être votées par les deux Chambres et l'initiative appartient également aux membres des deux Assemblées. La Chambre des Pairs exerce en outre des fonctions judiciaires ; elle peut se constituer en Cour de Justice pour juger un de ses membres, accusé d'un crime quelconque, ou un ministre qui aurait

mal rempli les devoirs de sa charge, ou même un particulier inculpé d'attentat contre la sûreté de l'Etat. En résumé, cette Chambre haute doit, dans la pensée de Constant, jouer un rôle conservateur des institutions, assez analogue en somme au pouvoir neutre du roi.

La Chambre basse, élue par la nation, est le pouvoir représentatif de l'opinion et à ce sujet deux questions se posent : quel sera son mode d'élection et quelle sera l'étendue de ses pouvoirs ?

Sur le mode d'élection, les idées de Benjamin Constant ne sont pas très absolues ; il est à noter cependant que le député de la Sarthe qui appartenait à la gauche de l'Assemblée et siégeait à côté du général Foy, n'a jamais préconisé le suffrage universel. « Pour être membre d'une association, dit-il, il faut avoir un certain degré de lumières et un intérêt commun avec les autres membres de cette association. Les hommes, au-dessous de l'âge légal, ne sont pas censés posséder ce degré de lumières; les étrangers ne sont pas censés se diriger par cet intérêt ». Aux étrangers il assimile les non-propriétaires, conséquence assez étrange du principe posé, car il semble que chaque citoyen ait un intérêt à la sécurité et à la prospérité du pays, tandis qu'il y en a, au contraire, assez peu qui possèdent les lumières suffisantes pour discerner ce qui est nécessaire à cette prospérité.

Quoiqu'il en soit des mérites du suffrage censitaire, il était à peu près généralement admis sous la Restauration. Les opinions, par contre, différaient beaucoup sur les modalités de l'élection et Benjamin Constant lui-même propose plusieurs solutions. Ou bien l'élection directe comme en Angleterre et l'on sent que celle-ci recueille ses préférences, ou bien les collèges électoraux à plusieurs degrés. Ceux-ci ont le grave défaut à ses yeux de ne pas refléter assez fidèlement l'opinion actuelle de la nation, mais il avait été obligé de les admettre dans l'Acte Additionnel de 1815 en raison de la nécessité de ne pas bouleverser brusquement, en période de crise, la constitution impériale. Pour l'élection à plusieurs degrés, le système qu'il soutient est le suivant : dans chaque arrondissement tous les citoyens ayant droit de voter choisissent parmi eux cinquante éligibles, puis forment un collège de cent citoyens ; ceux-ci doivent choisir sur cette liste de cinquante les cinq noms qui seront soumis au vote définitif du corps électoral tout entier qui désignera parmi eux le député de l'arrondissement. Ce mécanisme plutôt compliqué devait avoir pour effet dans la pensée de son inventeur d'amener les gens les plus distingués par leur mérite à la députation. Il n'a jamais été appliqué, mais il semble qu'il aurait surtout pour conséquence de favoriser les intrigues à cause de la multiplicité des élections ;

cette théorie n'est d'ailleurs qu'une concession à l'opinion dominante.

Nous avons vu tout à l'heure que Benjamin Constant, ainsi que la plupart de ses contemporains, n'était point partisan du suffrage universel ; les conditions de propriété que son système exige pour être électeur sont assez strictes : elles consistent à jouir d'un revenu suffisant pour s'abstenir d'un travail quelconque, la propriété étant selon lui une garantie de l'indépendance ; il faut ajouter qu'il assimile le fait d'exploiter une ferme à long bail à la propriété. Ce qui est plus original, c'est qu'à ses yeux la seule propriété qui puisse conférer le droit au vote est la propriété foncière. Ni la propriété industrielle, ni la propriété intellectuelle ne donnent aux citoyens les lumières nécessaires pour exercer des prérogatives politiques. Il faut bien reconnaître que si nos idées sur le droit de vote ont quelque peu évolué, tout ce que dit Benjamin Constant sur la prééminence de l'agriculture pour la formation de la sagesse et du jugement s'applique fort bien à l'époque actuelle. En lisant le passage sur la propriété industrielle qui n'a pas les mêmes traditions que la propriété foncière enracinée au sol, il est à peu près impossible de ne pas faire le rapprochement avec la propriété financière de notre siècle et les dangers de « la fortune anonyme et vagabonde » que l'auteur semble avoir

prévus. Quant à ceux qui appartiennent aux professions libérales, il n'y a pas lieu de faire davantage confiance à leur sagesse politique, les intellectuels étant trop souvent des utopistes qui se donnent le luxe « de dédaigner les considérations tirées des faits de mépriser le monde réel et sensible et de raisonner sur l'état social en enthousiastes, sur les passions en géomètres, sur les douleurs humaines en physiciens » (1), et ceci est encore partiellement vrai. Tout ce chapitre « Des Conditions de Propriété » paraît relever d'un libéralisme assez hérétique, mais il ne faut nullement s'étonner de ces contradictions qui abondent chez Constant et qui constituent un de ses charmes. Il est nécessaire d'ajouter que les députés élus dans les conditions que nous venons de résumer sont indéfiniment rééligibles et ne touchent pas d'indemnité, ce qui écarte autant qu'il est possible les candidatures guidées par l'intérêt pécuniaire.

Les pouvoirs de la Chambre basse sont essentiellement de l'ordre législatif et coïncident avec ceux de la Chambre des Pairs.

Les députés partagent avec les ministres l'initiative des lois et la discussion doit en être publique et libre (un point sur lequel insiste Benjamin Constant et qui est plutôt du domaine réglementaire est l'inter-

(1) Principes de politique.

diction des discours écrits, pour enlever à la discussion le caractère un peu académique qu'elle avait alors), les projets votés par la Chambre vont ensuite à la Chambre des Pairs, mais l'activité de ces deux Assemblées n'est pas uniquement législative.

Il y a d'abord la participation au pouvoir exécutif qui constitue le propre du régime parlementaire, avec la possibilité d'un ordre du jour de méfiance qui oblige le ministère à se retirer. La question de savoir si le gouvernement était contraint de démissionner devant un vote des Chambres avait été fort discutée après la première rédaction de la Charte de 1814 et Benjamin Constant avait pris nettement parti dans la controverse avec son étude sur « la Responsabilité des Ministres ». A propos de la déclaration que les ministres sont indignes de la confiance publique, il remarquait « que cette déclaration existe de fait contre les ministres toutes les fois qu'ils perdent la majorité dans les assemblées » ce qui rend inutile toute autre sanction que l'accusation. Louis XVIII, dans la Proclamation de Cambrai, avait adopté le régime parlementaire et cependant la polémique entre partisans et adversaires de ce régime continua pendant la première moitié de la Restauration. Paradoxe amusant, c'étaient les ultra-royalistes Vitrolles et Chateaubriand qui soutenaient le plus ardemment le gouvernement parlementaire, tandis que des libé-

raux doctrinaires comme Guizot défendaient la prérogative royale. Cette contradiction apparente était la conséquence de la position des partis dans la Chambre où les ultra-royalistes détenaient la majorité. Seul Benjamin Constant, plus préoccupé des principes et de leur logique que des combinaisons politiques, continuait à soutenir la responsabilité des ministres en invoquant l'exemple de l'Angleterre. Il obligeait même les ministres démissionnaires à affronter de nouveau le jugement du peuple lorsqu'il disait que les ministres députés doivent, quand ils quittent leur charge, se soumettre à la réélection.

Quant aux pouvoirs financiers des Chambres, il n'a pas précisé quelle devait en être l'étendue, et pour connaître sa pensée sur ce point, il faut nous reporter aux dispositions contenues dans l'Acte Additionnel. Ce sont le vote annuel des impôts directs et la priorité de la Chambre basse en matière financière. Il est à remarquer que le vote du budget par chapitres et par articles n'est pas mentionné, et il ne semble pas que l'auteur en ait soupçonné l'importance. Ce n'est que beaucoup plus tard que les subdivisions, apparues sous la Restauration, se multiplièrent.

La question de l'organisation du cinquième pouvoir, ou pouvoir judiciaire, soulevait à cette époque bien des controverses et Benjamin Constant en la traitant assez longuement cherche la solution qui

assurera la plus complète séparation des pouvoirs et l'indépendance de la magistrature. La première garantie de cette indépendance est l'inamovibilité qui avait été en pratique supprimée depuis la Révolution. La corruption des juges avait été telle pendant cette période que Constant en arrive presque à regretter la vénalité des offices. « On s'est élevé fortement, dit-il, contre la vénalité des charges. C'était un abus, mais cet abus avait un avantage que l'ordre judiciaire qui l'a remplacé nous a fait regretter souvent ». Et plus loin : « Avoir acheté sa place est une chose moins corruptive qu'avoir toujours à redouter de la perdre ». Donc les juges doivent être inamovibles et nommés par le Prince pour éviter les abus de la vénalité et de l'élection. Seul un jugement qui ne peut être provoqué que par une accusation grave comme celle de forfaiture est susceptible de leur enlever leur charge. En outre leur traitement sera assez élevé pour leur valoir la considération qui est l'accessoire indispensable de leurs fonctions car « toute fonction qui a besoin d'un salaire est méprisée, si ce salaire est très modique », et le conseil qui suit cette observation ne cesse jamais d'être actuel : « Diminuez le nombre des juges ; assignez leur des arrondissements qu'ils parcourent, et donnez-leur des appointements considérables ».

Benjamin Constant admet à côté des juges l'ins-

titution anglaise des jurés que toutes nos constitutions ont adoptée depuis la Révolution. Les jurés sont chargés de prononcer sur le fait, tandis que les magistrats appliquent la loi. Admirateur du système anglais, il combat une à une toutes les objections, en particulier celle de la répugnance du jury à déclarer coupable lorsque la peine lui semble trop sévère, objection que semble fortifier en notre siècle la multiplicité des acquittements scandaleux. Bien plus, il pense que cette institution, en dehors de ses avantages particuliers, aura « l'avantage général et plus important de refaire l'éducation morale ».

Enfin, « à l'inamovibilité des juges et à la sainteté des jurés il faut réunir encore le maintien constant et scrupuleux des formes judiciaires ». C'est à ses yeux peut-être la plus importante garantie d'une bonne justice. Les sentences du Tribunal Révolutionnaire et les commissions extraordinaires du Premier Empire étaient des faits assez récents pour qu'il fût nécessaire d'insister sur le respect des formes, particulièrement lorsqu'il s'agit de cas graves et que la vie d'un homme est en jeu.

Tel est dans ses grandes lignes (et l'auteur ne s'attache guère d'ailleurs aux questions de détail) le cadre politique que Benjamin Constant rêve de donner à la nation française, ou plutôt la seule organisation qu'il juge souhaitable pour un pays civilisé. Car

son cosmopolitisme l'empêche de tenir compte des traditions particulières de chaque peuple, des mœurs, des habitudes, du climat et de la configuration du sol ; un seul système lui paraît devoir assurer aux hommes la liberté et le bien-être et la monarchie anglaise correspond à cet idéal. C'est cette erreur primordiale qui donne à tous ses ouvrages politiques un ton un peu abstrait et les rend peu accessibles aux générations actuelles. Des observations justes et pénétrantes ne dissimulent pas un manque de réalisme qui se révèle dans presque toutes ses conceptions. Pour lui pas d'ordre dans l'Etat, pas de sécurité pour les individus, si un équilibre parfait ne règne entre les différents pouvoirs ; chacun doit être limité dans la sphère qui lui est assignée par la Constitution et cela de telle manière qu'il fasse contre poids à tous les autres, sinon c'est le despotisme et l'arbitraire. C'est pourquoi Constant, républicain dans sa jeunesse et gardant toujours une prédilection secrète pour la République, adopte-t-il dans ses derniers livres la monarchie constitutionnelle ; le roi lui semble le pouvoir régulateur destiné à prévenir les empiétement et les usurpateurs du ministère ou du Parlement. Le défaut de cette machine si bien réglée est qu'elle n'est guère préparée à fonctionner dans les périodes de crise. En présence de difficultés intérieures et extérieures, la première nécessité dans l'Etat est celle

d'un pouvoir fort, Souverain, Dictateur ou même Assemblée restreinte telle que le Comité de Salut Public sous la Révolution. La Constitution de Benjamin Constant, avec ses rouages si minutieusement équilibrés, n'offre guère de place aux solutions rapides, et court grand risque d'être transgressée à l'aide de décrets-lois et de mesures provisoires. Mais celui-ci en élaborant son système était guidé, bien moins par le sens des réalités pratiques que par l'amour fanatique de la liberté.

CHAPITRE III

Les bases de son libéralisme.

« On n'a pas écrit *Adolphe* sans être presque un grand artiste, ni inventé le libéralisme sans être presque un grand esprit ». Il faut bien reconnaître que de ce jugement formulé par un critique du siècle dernier, seule la première partie nous semble exacte à l'heure actuelle. Le libéralisme a donné naissance à de si nombreuses déceptions en économie sociale et en politique que ceux-là mêmes qui adoptent cette étiquette sont partisans d'une autorité dans l'Etat. Il reste cependant que ce système caractérisa toute une époque, eut une influence assez prolongée et puisque Benjamin Constant en fut l'inventeur, il est intéressant d'étudier sur quelles conceptions philosophiques il l'appuya et en quelle mesure il subit l'influence de ses prédécesseurs, les théoriciens du XVIII^e siècle.

L'inconvénient de tous les systèmes qui ont une origine plus métaphysique que réaliste est de manquer de précision, sinon dans les détails, du moins

dans le but à atteindre. La liberté, il n'est pas de terme plus vague et qu'il soit plus délicat de définir, car enfin sous les gouvernements les plus despotiques, il existe toujours une certaine dose de liberté, de même que dans les Etats les moins autoritaires, elle subit des restrictions, du fait que les hommes vivent en société et sont obligés de tenir compte des droits des autres. Il serait donc préférable, pour ne pas prêter à équivoque, de n'utiliser ce mot de liberté qu'au pluriel ou en lui ajoutant un complément précis ; la liberté d'écrire, la liberté religieuse, la liberté d'association, pour lui retirer ce caractère idéologique qui peut favoriser également le despotisme ou l'anarchie. Mais Benjamin Constant édifie une doctrine générale en reléguant au second plan les nuances et les distinctions et ce qu'il se préoccupe tout d'abord de définir, c'est la Liberté. « Par liberté, j'entend le triomphe de l'individualité tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité ». Triomphe de l'individualité, telle est la pensée profonde de l'auteur du Cours de politique constitutionnelle ; mais il sent bien que cette définition est trop subjective, car les villes de l'antiquité qui jouissaient de la liberté politique faisaient peu de place à l'individu, et il s'applique à la justifier.

Son raisonnement se base sur l'opposition entre

les dimensions, les mœurs, les conditions sociales des Républiques antiques et des Etats modernes. A Rome et dans les cités grecques, en raison du nombre restreint de citoyens, les affaires publiques étaient accessibles à tous et l'exercice de la souveraineté était facile. Les hommes libres, marchands ou soldats, laissant les travaux pénibles aux esclaves, disposaient de loisirs qui leur permettaient de s'occuper de la conduite de l'Etat. Chacun passait de longues heures à l'Agora ou au Forum ; les questions à résoudre étaient peu nombreuses et peu compliquées ; d'autre part, si chaque citoyen détenait une parcelle de pouvoir et une certaine influence, les actes et même les opinions subissaient un contrôle sévère si l'on en juge par le procès de Socrate. Que les pouvoirs fussent concentrés dans une Assemblée du Peuple comme à Athènes, ou dans une aristocratie comme le Sénat Romain, les citoyens y participaient et cette intervention constituait leur liberté politique tout à fait distincte de la liberté individuelle. Rien de semblable dans les Etats modernes qui, par leur étendue, la complication de leurs rouages administratifs rendent le gouvernement direct impossible ; et puis, les hommes n'ont plus le temps de se consacrer aux affaires publiques, ni la compétence nécessaire lorsqu'il s'agit de nations de plusieurs millions d'habitants. Le referendum en matière législative pratiqué en Suisse est

le seul vestige de la liberté politique telle qu'elle était comprise chez les anciens. L'orientation générale de la société a changé et Benjamin Constant en montre la différence essentielle lorsqu'il dit : « Le but des anciens était le partage du pouvoir social entre tous les citoyens d'une même patrie : c'était là ce qu'ils nommaient liberté. Le but des modernes est la sécurité dans les jouissances ». Lorsque la politique est une carrière d'hommes relativement spécialisés, le pouvoir politique de chaque citoyen devient un pouvoir de garantie et non d'action. Les jouissances en sont moindres et une compensation est nécessaire. C'est alors que se substitue la liberté individuelle, à la participation au pouvoir.

Benjamin Constant insiste longuement sur le parallèle entre les Républiques antiques et les sociétés modernes, pour protester contre l'imitation servile que les hommes de la Révolution avaient faite de l'histoire romaine. Il montre comment à la suite des doctrines du Contrat Social s'est glissée dans les esprits une erreur sur le sens même du mot liberté et comment on a qualifié ainsi ce qui n'était que la souveraineté directe du peuple qui s'exerce le plus souvent aux dépens de la liberté individuelle. Cette confusion nous entraîne logiquement à résoudre un autre problème qui n'est pas clairement exprimé par Constant, mais qui domine néanmoins toute son œu-

vre : dans une société bien organisée, quel est le souverain ?

La théorie qu'il apporte à ce sujet est tout à fait originale et pour s'en bien rendre compte, il est indispensable de la comparer avec celles des philosophes politiques qui l'ont précédé.

Jusqu'au XVIII^e siècle, en France, du moins, la doctrine du droit divin régnait, à peu près indiscutée ; le monarque était souverain et sa puissance lui était conférée par Dieu, ce que Bossuet a formulé avec éloquence : « Les rois règnent par moi, dit la sagesse éternelle : *Per me reges regnant* ; et de là, nous devons conclure non seulement que les droits de la royauté sont établis par ses lois, mais que le choix des personnes est un effet de sa providence. » et encore : «ô dieux de chair et de sang ! ô dieux de terre et de poussière ! vous mourrez comme des hommes. N'importe vous êtes des dieux, encore que vous mouriez et votre autorité ne meurt pas ; cet esprit de royauté passe tout entier à vos successeurs et imprime partout la même crainte, le même respect, la même vénération. L'homme meurt, il est vrai ; mais le roi, disons-nous, ne meurt jamais. L'image de Dieu est immortelle. »

Après Voltaire et les Encyclopédistes, rien ne subsista plus de la doctrine du droit divin de la royauté ; même ses plus fervents défenseurs, de Maistre et

Bonald n'usent plus de cet argument métaphysique et font de l'intérêt national la base de leurs théories ; ils étaient d'ailleurs l'exception en un siècle où l'on ne séparait guère la politique de la philosophie. Le XVIII^e siècle confondant les deux n'a approfondi XVIII^e siècle les confondant n'a approfondi sérieusement ni l'une ni l'autre et la Révolution de 89 a été la conséquence de cet art d'esprit qui mêle les idéologies aux réalités.

Pour Montesquieu le souverain c'est la loi ; et la preuve que cette entité juridique constitue pour lui la plus haute autorité dans l'Etat est qu'il en fait le critérium du bon ou du mauvais gouvernement. Ouvrons l'« Esprit des Lois » au chapitre « De la Nature des Trois divers Gouvernements » et nous lisons le parallèle : « ...le gouvernement Républicain est celui où le peuple en corps ou seulement une partie du peuple a la souveraine puissance ; le Monarchique celui où un seul gouverne mais par des lois fixes et établies ; au lieu que dans le Despotique un seul sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices ». Il est facile d'en déduire que le meilleur gouvernement est celui où tout est réglé par la loi et cette conception s'explique facilement lorsque l'on sait que pour Montesquieu, héritier du XVII^e siècle, la loi est l'émanation de la raison : « La loi en général est la raison humaine en tant

qu'elle gouverne tous les peuples de la terre ; et les lois politiques et civiles de chaque nation ne doivent être que les cas particuliers où s'applique cette raison humaine ». Cette confiance dans le pouvoir de la raison humaine a ses sources dans la philosophie de Descartes et de Malebranche et au-delà en passant par les Scolastiques dans celle d'Aristote qui disait déjà : « Lorsqu'on demande que la loi soit maîtresse, on ne demande qu'une chose, c'est que la raison règne avec la loi et par les lois ». Sans nul doute, ce n'est point dans des affirmations aussi absolues que Benjamin Constant a puisé son inspiration. Rien de plus contestable d'ailleurs que cette opinion qui fait de la loi une émanation de la raison humaine, car enfin les lois peuvent se montrer tyranniques et ils ne sont pas rares les cas où un délire collectif s'emparant des Assemblées, celles-ci font des lois les manifestations de leurs caprices.

Il faut encore moins voir en Rousseau un précurseur de l'auteur des « Principes de Politique ». Dans le contrat social, le souverain c'est le peuple et le souverain est **absolu** ; la loi doit être au sens le plus strict « l'expression de la volonté générale » et non pas seulement acceptée par le peuple, mais votée par lui et imposée par la majorité à la minorité. Chez Rousseau, la conception de la liberté politique est la même que chez les anciens, c'est-à-dire un pouvoir

de souveraineté. Il se rend bien compte cependant à quel point sont opposées les conditions de vie dans l'Etat moderne et dans la Cité antique et que les lois doivent être l'œuvre de législateurs spéciaux. Mais c'est à ses yeux une déformation de la véritable démocratie, quelque chose comme un mal nécessaire qu'il faut réduire le plus possible. Son instinct égalitaire est choqué par ce qu'il appelle « l'aristocratie électorale », et il organise son système de manière à ce que les discussions parlementaires n'affaiblissent pas la portée de la volonté du peuple. La souveraineté ne peut pas être représentée car toute délégation comporte une aliénation. Le mandat des législateurs doit être impératif et leur décision ne vaudra qu'autant qu'elle aura été ratifiée par le peuple. L'influence de Rousseau sur la Révolution est ici très nette puisque nous retrouvons le système du referendum dans la Constitution de 1793 jamais appliquée (il est à remarquer qu'il existe encore à l'heure actuelle en Suisse où il soulève d'ailleurs des critiques de plus en plus nombreuses).

Rien ne pouvait être plus éloigné de la pensée de Benjamin Constant que cette théorie du pur gouvernement direct où la foule est tyran et tyran plus absolu qu'un monarque, puisqu'elle est multiple et anonyme. Aussi s'est-il souvent appliqué à la combattre, en particulier dans la seconde partie de « L'Esprit

de Conquête » et dans le premier chapitre des « Principes de Politique ». Bien qu'il semble, dès les premières lignes, reconnaître sans discussion le principe de la souveraineté du peuple, il y apporte ensuite tant de barrages et de restrictions qu'il finit par l'annihiler complètement. Pour lui, la souveraineté du peuple est « la suprématie de la volonté générale sur toute volonté particulière ». Mais en affirmant ceci, il ne fait que proclamer une vérité de fait, car si l'on met à part les anciens despotismes orientaux ou l'actuelle tyrannie soviétique, tous les Etats, quelle que soit leur forme, se maintiennent par l'assentiment de tous. Et il synthétise sa pensée dans cette phrase : « En un mot, il n'existe au monde que deux pouvoirs, l'un illégitime, c'est la force ; l'autre légitime, c'est la volonté générale ».

Cependant, combien de folies avaient commises les hommes de la Révolution au nom de cette volonté générale dont ils déformaient les manifestations selon les besoins de leur cause. Et Constant en aperçoit très clairement la raison : c'est que jusqu'alors on usait de ce terme vague de souveraineté du peuple sans en définir la nature ni en préciser l'étendue, en l'assimilant souvent, par une confuse association d'idées, avec le gouvernement direct des Républiques de l'antiquité. Par une erreur fréquente, ils rapprochaient la souveraineté du peuple de la Liberté, alors

que les deux choses n'ont rien de commun et sont même souvent opposées. Admirateur de la constitution anglaise, Benjamin Constant remarque qu'elle ne comporte ni déclarations ni principes abstraits comme la « Déclaration des Droits de l'Homme » ; l'acte le plus important, le bill des droits se contente de régler les rapports entre le Parlement et le roi. C'est que les Anglais ayant une longue habitude de la liberté, n'éprouvent pas le besoin de la proclamer à chaque instant ; en France, au contraire, depuis le XVIII^e siècle, de si nombreux écrits ont été publiés sur la question qu'il est nécessaire de mettre au point les idées et de réfuter les erreurs, dont la principale est d'affirmer que la souveraineté du peuple est illimitée :

« Lorsqu'on établit que la souveraineté du peuple est illimitée, on crée et l'on jette au hasard dans la société humaine, un degré de pouvoir trop grand par lui-même et qui est un mal, en quelques mains qu'on le place. Confiez-le à un seul, à plusieurs, à tous, vous le trouverez également un mal. Vous vous en prendrez aux dépositaires de ce pouvoir, et suivant les circonstances, vous accuserez tour à tour la monarchie, l'aristocratie, la démocratie, les gouvernements mixtes, le système représentatif. Vous aurez tort ; c'est le degré de force, et non les dépositaires de cette force qu'il faut accuser. »

Sa grande préoccupation est de créer d'autres pouvoirs qui fassent contre-poids à celui qui émane du peuple, de manière à ce que tous les éléments du pays s'équilibrent parfaitement et ne menacent en rien la liberté des particuliers. Car il a très bien vu les dangers de cette souveraineté illimitée, qu'elle reste entre les mains de tous ou qu'elle soit déléguée à une Assemblée ou à un monarque, et il les montre en réfutant Rousseau et Hobbes.

De Rousseau il dit que son Contrat Social « si souvent invoqué en faveur de la liberté » est « le plus terrible auxiliaire de tous les genres de despotisme ». En effet, si l'on met à la base de la société une sorte de pacte tacite qui consiste dans l'aliénation des droits de chacun au profit de tous, on justifie par avance la plus absolue des tyrannies. Rousseau lui-même, effrayé des conséquences de ce principe, n'a pas osé déléguer une pareille puissance et a dit que la souveraineté ne pouvait être ni aliénée ni représentée, ce qui en rend l'exercice impossible.

Au contraire, Hobbes, précurseur de Rousseau en ce qui concerne la souveraineté illimitée, n'admet pas un tel correctif. Selon lui, le peuple peut se dessaisir de ses pouvoirs en faveur d'un seul et il se sert de ce raisonnement pour légitimer la monarchie absolue. C'est contre ce dernier terme que proteste Benjamin Constant et il dénonce ce sophisme qui conduit de

la suprématie de la volonté générale au despotisme le plus arbitraire ; et toute cette discussion se résume en une phrase :

« Aucune autorité sur la terre n'est illimitée, ni celle du peuple, ni celle des hommes qui se disent ses représentants, ni celle des rois, à quelque titre qu'ils règnent, ni celle de la loi qui, n'étant que l'expression de la volonté du peuple ou du prince, suivant la forme du gouvernement, doit être circonscrite dans les mêmes bornes que l'autorité dont elle émane. »

Ces quelques lignes laissent pressentir quelle est la position de Benjamin Constant à l'égard de ce problème de la souveraineté qui a passionné tant de philosophes politiques ; pour lui, le souverain n'est pas le roi représentant de Dieu chez Bossuet, représentant de l'intérêt général chez Bonald et de Maistre, ni la loi comme chez Montesquieu, ni le peuple comme chez Rousseau ; et la conclusion se dégage : *il n'y a pas de souverain*. Aspect tout nouveau d'une question éternellement débattue dans les disputes d'école et qui semblerait annoncer en Benjamin Constant un précurseur d'Auguste Comte et des positivistes. L'on serait tenté de croire que pour lui « pas de souveraineté » signifie qu'il importe de se dégager des préoccupations un peu métaphysiques sur l'origine du pouvoir, et qu'il faut ne considérer dans la

politique qu'une étude des réalités. Il n'en est rien cependant ; nul plus que lui n'a lié la politique à la philosophie et à la morale et lorsqu'il rejette les théories de ses prédécesseurs, ce n'est que pour substituer un principe abstrait à un autre. S'il combat plus particulièrement les opinions de Rousseau reprises par les Jacobins, ce n'est pas parce que « le qualificatif souverain appliqué au peuple est une tragique tromperie », comme le dira, un siècle plus tard, Mussolini, mais bien plutôt parce qu'il voit dans cette puissance accordée à la foule un moyen d'oppression et que pour lui le véritable souverain est l'individu. Dès qu'on a aperçu clairement le centre où convergent toutes les lignes de son système, l'on se rend compte qu'il condamne toutes les souverainetés extérieures à l'individu parce que celui-ci est gratifié d'un pouvoir quasi-surnaturel. C'est ce que l'on a appelé « le droit divin de l'homme ». (1)

Il est difficile de donner à une semblable affirmation une base philosophique solide et tout cela n'est d'ailleurs pas exprimé très nettement par Benjamin Constant, mais se dégage de l'ensemble de son œuvre. De son hérédité protestante, de son éducation cosmopolite, mais dominée par l'influence anglaise, il lui était resté un goût très vif pour l'individua-

(1) Emile Faguet.

lisme ; enfin son égoïsme intelligent accusait chez lui la tendance commune à tous les hommes de se prendre personnellement pour le centre du monde. Ainsi toutes ces démonstrations accompagnées d'une logique irréfutable sur l'équilibre des pouvoirs ont leur source profonde dans les sentiments naturels de l'auteur. Il essaye cependant de justifier cette primauté de l'individu en la fondant sur l'existence de la loi morale au cœur de l'homme. Ce qui fait la valeur de l'homme c'est sa conscience capable de distinguer le bien et le mal et de s'imposer une règle plus haute que la simple utilité. Nous retrouvons là encore une idée presque religieuse et caractéristique du calvinisme, mais cet acte de foi dans la conscience humaine a tout lieu de surprendre venant du sceptique Benjamin Constant. De ses relations avec Madame de Charrière, intelligente et cynique, il avait conservé le goût de jongler avec les paradoxes, de railler les êtres et les choses ; de là vient sans doute l'absence de foi qui marque toute son œuvre, même son grand traité « Des Religions » et qui le différencie des autres philosophes politiques, ses contemporains et ses prédécesseurs immédiats. Chez de Maistre et Bonald, il y a le catholicisme, chez Rousseau la mystique de la volonté générale, on ne trouve rien d'analogue chez Constant. Ne serait-ce pas qu'il lui a manqué une certaine mystique politique, quel-

que chose qui nécessite l'adhésion généreuse de la volonté, un idéal capable de faire naître l'enthousiasme ? Il est difficile de croire que son affirmation de la conscience morale chez l'individu lui tienne lieu de tout cela, et cette lacune est la cause de la fragilité de son système. La sécheresse dont il est empreint n'est pas un signe de rationalisme et à ce sujet il serait intéressant de le comparer avec Montesquieu. Comme nous l'avons dit plus haut, la Raison est la base essentielle des théories de l'auteur de « L'Esprit des Lois » et en cela il se révèle l'héritier éloigné des scolastiques. Si « la liberté est le droit de faire tout ce que la loi ne défend pas » c'est parce que la loi est une œuvre de raison. Tandis que chez Benjamin Constant le scepticisme primordial s'attaque également à la Raison et il ne lui reste plus comme directive que le sentiment très fort de sa personnalité. Là-dessus, il bâtit toute une doctrine qui donne à la liberté un but égocentriste et qui fait de l'individu un véritable souverain. La justification de ce droit par la conscience morale est destinée à masquer l'égoïsme réel du système et le désaccord entre les idées et la personnalité est le véritable drame de Benjamin Constant. Avec un amour de l'unité qui apparaît dans ses opinions liées entre elles par une logique irréfutable, il donne toujours une impression d'incohérence, lorsque l'on confronte en

lui l'œuvre et l'homme. La surprise qui résulte de cet examen est telle que l'on serait presque tenté de souscrire au jugement sévère de Sainte-Beuve : « Il passa sa vie à faire de la politique libérale sans estimer les hommes, à professer la religiosité sans pouvoir se donner la foi à chercher en tout l'émotion sans atteindre à la passion ».

CHAPITRE IV

Le Principe de la Séparation des Pouvoirs.

La Restauration est peut-être de notre histoire la période où les controverses constitutionnelles furent le plus savantes et nombreuses. La politique revêtait un caractère abstrait qu'elle a perdu depuis et l'élite de la société ne s'en désintéressait pas encore, la discussion portant sur quelques grands principes et ne s'abaissant pas aux questions de personnes. Les Constitutions qui s'étaient succédé en France depuis 1789 avaient été les applications des diverses théories philosophiques du XVIII^e siècle et paraissaient visiblement inspirées par une idée générale, la séparation des pouvoirs pour celle de 1791, la souveraineté du peuple dans celle de 1793. Elles avaient toutes cependant connu l'insuccès succombant à des coups de force ou à des émeutes populaires et ces échecs amenaient les hommes de la Restauration, las de tant d'expériences malheureuses, à remettre en question les principes qui les avaient inspirées.

C'est ce qui se produisit pour la Séparation des Pouvoirs. Tout le monde, même les ultras, admettait bien que les pouvoirs ne devaient pas être confondus sous une seule autorité, mais sur les relations entre les différents pouvoirs et la liaison plus ou moins grande qui devait exister dans leur collaboration, les opinions se heurtaient. La doctrine de la séparation absolue des pouvoirs inspirée de la constitution américaine, telle qu'elle existait dans la constitution de 1791, ne rencontrait que bien peu de partisans. Et cependant la plupart des publicistes continuait à proclamer que la séparation des pouvoirs était la condition essentielle de toutes les libertés publiques, sans apercevoir l'incompatibilité de ce principe avec le gouvernement parlementaire.

Benjamin Constant, trop fervent admirateur de la constitution anglaise pour se montrer intransigeant sur cette question de la séparation des pouvoirs, n'a guère participé aux discussions qui donnèrent lieu à des polémiques retentissantes comme celle de Vitrolles et Guizot. C'est seulement de quelques indications de son ouvrage sur la Responsabilité des Ministres que l'on peut déduire ses idées sur ce problème. Les discussions, toutes théoriques, sur le nombre des pouvoirs dans l'Etat ne l'intéressent pas. N'y a-t-il que deux pouvoirs ? faut-il considérer la fonction de juge comme dépendante de l'exécutif ? Cette ques-

tion n'est même pas effleurée par lui puisque se plaçant à un autre point de vue, il subdivise et distingue cinq pouvoirs, on devrait dire plutôt cinq organes différents qui détiennent tous une partie de la puissance publique : le Roi, les ministres, la Chambre des Pairs, la Chambre basse et la Magistrature. Si l'on met à part le Roi, arbitre suprême et si l'on groupe les deux Chambres représentant le pouvoir législatif, on voit que Benjamin Constant s'en tient à la division tripartite des pouvoirs selon Montesquieu. D'ailleurs, sans qu'il ait jamais précisé là-dessus sa doctrine, on devine qu'il attache plus d'importance à la séparation des fonctions qu'à la séparation des pouvoirs. Certes, il se révolterait devant la maxime de nos anciens légistes : « Tout pouvoir émane du roi », mais il ne protesterait pas moins énergiquement contre une cloison étanche établie entre les pouvoirs.

En ce qui concerne tout d'abord le pouvoir judiciaire, pour lui garantir une indépendance absolue à l'égard du pouvoir exécutif, il faudrait avoir recours à la vénalité des charges ou à l'élection, mais le souvenir des effets désastreux de l'élection des juges au début de la Révolution devait la faire écarter ; quant à la vénalité des charges, Benjamin Constant redoutait tout ce qui pouvait rappeler les institutions de l'ancien régime. Il ne reste donc d'autre solution que la nomination des juges par le pouvoir exécutif et

c'est à celle-ci qu'il se range en y ajoutant d'ailleurs le correctif de l'inamovibilité. A ses yeux le principe abstrait de la séparation des pouvoirs doit céder à la nécessité d'une bonne administration de la justice : « Le peuple, dit-il, peut se tromper fréquemment dans l'élection des juges. Les erreurs du pouvoir royal sont nécessairement plus rares ; il n'a aucun intérêt à en commettre ; il en a un pressant à s'en préserver puisque les juges sont inamovibles et qu'il ne s'agit pas de commissions temporaires ». (1)

En vérité, bien différent en cela de la constitution américaine, le système de Benjamin Constant est basé, sinon sur la confusion des pouvoirs, au moins sur une collaboration très étroite entre les pouvoir exécutif et législatif. Grâce au droit de veto, le roi participe à la promulgation des lois parce que si celles-ci heurtaient violemment ses directives, l'exécution se ressentirait de ce désaccord. D'autre part, « un pouvoir obligé de prêter son appui à la loi qu'il désapprouve est bientôt sans force et sans considération » (2). Un double intérêt s'attache donc à cette sanction royale et suffit à la légitimer, bien qu'elle contredise quelque peu la conception de l'irresponsa-

(1) Esquisse de Constitution. Chap. II.

(2) Esquisse de Constitution. - Chap. II.

bilité du Roi qui est la pierre angulaire de son projet de constitution.

Cependant, les incursions du Parlement dans le domaine de l'exécutif sont nombreuses et importantes, mais Benjamin Constant en les admettant n'a fait qu'imiter fidèlement le système anglais, bien qu'il ne se déclare pas nettement partisan du gouvernement parlementaire. Il ne dit pas que chaque fois que le ministère n'a plus la majorité dans l'assemblée il devra démissionner, mais il affirme qu'en fait il en sera ainsi et qu'en présence d'une majorité hostile il n'y aura d'autre alternative pour le ministère que de se retirer ou de procéder à des élections nouvelles. Ce qui est même dépasser le véritable gouvernement parlementaire et adopter une sorte de référendum, car seul le roi et non le pouvoir exécutif a le droit dans le système anglais d'en appeler du Parlement au peuple. Quoi qu'il en soit, la pensée de Benjamin Constant n'a jamais été bien définie sur ce point et cela tient sans doute à l'incertitude des idées constitutionnelles de son temps et à l'oscillation entre les théories anglaise et américaine. En revanche, sur le chapitre des relations entre le ministère et le Parlement, il est beaucoup plus précis.

On avait proposé, au début de la Restauration, d'exclure les ministres des Assemblées représentatives et le projet avait été motivé par la crainte tou-

jours vivante chez les libéraux d'un abus de l'autorité royale. On redoutait qu'en permettant un cumul possible du mandat législatif et d'une fonction publique, le roi ne se servît de ces faveurs pour s'attacher les membres de l'opposition. Mais Benjamin Constant, plus respectueux du pouvoir royal que ses coreligionnaires politiques, repousse une telle suggestion. Tout en condamnant le cumul pour les fonctionnaires, agents de l'administration, il l'admet pour les ministres dont le rôle est de gouverner et qui ne doivent pas être seulement les premiers des fonctionnaires, mais aussi les représentants de l'opinion publique. Il apporte toutefois à cette autorisation deux correctifs : d'abord tous les ministres ne peuvent pas être des parlementaires, la proportion des ministres dans l'Assemblée ne pouvant pas dépasser un ministre pour cent députés. Ceci, afin de réserver une place dans le ministère aux spécialistes de l'Armée, de la Marine et de la Diplomatie, à ce que nous appellerions aujourd'hui les compétences. Une autre restriction est l'obligation pour le député devenu ministre de se soumettre à la réélection, qui s'explique d'ailleurs par un souci de logique : puisque c'est en tant que représentant du peuple que le député a été appelé par le roi au ministère, il faut s'assurer que le peuple lui continue sa confiance. Mais pour faciliter la proposition et la discussion des lois, les minis-

tres même non députés peuvent entrer librement dans les Chambres et y intervenir, pour soutenir ou combattre les projets qui intéressent leur département.

Enfin, en accordant aux Chambres des pouvoirs financiers Benjamin Constant sanctionne une des plus importantes interventions du pouvoir législatif dans le domaine de l'exécutif.

Nous voyons donc par ce rapide exposé que Benjamin Constant est en réalité fort peu respectueux de la Séparation des pouvoirs. Après avoir posé le principe, il ne se préoccupe pas des applications, sauf sur un point cependant ; il redoute en effet la confusion du pouvoir exécutif et du pouvoir royal et il insiste longuement sur la distinction, sans vouloir toutefois interposer entre eux une cloison étanche. Quant aux pouvoirs exécutif et législatif, il est partisan de leur collaboration. Ce système est aux antipodes de la constitution américaine dans laquelle le principe de la séparation des pouvoirs est si absolu que le Président de la République, véritable chef du pouvoir exécutif, lorsqu'il pense qu'une loi est nécessaire, doit avoir recours à un moyen détourné et la faire proposer par un de ses amis politiques de la Chambre des Représentants.

Au surplus, ces questions ne sont qu'effleurées par Benjamin Constant qui ne traite qu'indirectement de

la séparation des pouvoirs et l'on sent que toutes les discussions théoriques sur ce principe ne l'intéressent guère. Son talent de polémiste lui fait toujours apercevoir les conséquences pratiques des idées qu'il soutient, aussi, dédaignant le plus souvent les abstractions, il se consacre surtout à la défense des droits individuels.

CHAPITRE V

Les Droits Individuels

La doctrine plus morale que politique de la souveraineté de l'individu a pour conséquence nécessaire la proclamation de certains droits intangibles par lesquels le citoyen s'oppose à la société et peut même très légitimement lui résister si elle empiète sur son propre domaine. Bien différent d'Auguste Comte qui, étudiant le rôle de l'individu dans l'Etat se préoccupait surtout de ses devoirs, Benjamin Constant se montre disciple de la Révolution Française en ce qu'il est particulièrement soucieux de préciser les droits. Résultat de son hérédité protestante, il n'a jamais eu très fortement le sens du groupement social ; la raison d'Etat si impérieuse, non seulement pour les gens de l'Ancien Régime, mais aussi pour les Conventionnels, lui semble un mot vide de signification ou plutôt un épouvantail à l'usage des gouvernés. Mais peut-être cette attitude s'explique-t-elle simplement parce qu'il écrivait à une épo-

que de prospérité et de calme, et que sous la Restauration les bases de la société étaient plus solides, moins menacées qu'aujourd'hui par les dangers intérieurs et extérieurs ; cela lui permettait d'attacher plus d'importance à la personnalité humaine qu'à l'organisation de l'Etat ou même de considérer presque uniquement cette organisation au point de vue des droits individuels.

Ces droits sont constitués par trois libertés essentielles qui renferment sous une désignation générale toutes les autres et qui sont indispensables à la dignité humaine : la liberté personnelle, la liberté religieuse et la liberté de la presse.

La liberté personnelle ou individuelle est mise par lui au-dessus de toutes les autres et il s'attache particulièrement à la définir et à indiquer les moyens de la protéger contre les violations possibles des gouvernants.

« Toutes les constitutions qui ont été données à la France, dit-il, garantissaient également la liberté individuelle et, sous l'empire de ces constitutions, la liberté individuelle a été violée sans cesse ». Cette observation rigoureusement exacte lui suggère l'idée qu'il faut entre le gouvernement et les citoyens des corps intermédiaires chargés de veiller à ce qu'aucune transgression ne se produise et assez puissants pour faire respecter la liberté ; les Chambres, la

magistrature, le jury seront ces corps intermédiaires. Sans cette protection, la tentation est trop grande pour les dirigeaants de faire usage de leur pouvoir sans mesure ni règle et c'est alors le règne de l'arbitraire.

Pour Benjamin Constant, l'arbitraire est le danger suprême ; il l'évoque et en décrit les fléaux en termes très éloquents, car il avait présents à l'esprit les ravages exercés par lui sous la Révolution et l'Empire. Il montre très justement que lorsque les personnes et les biens sont à la merci d'un gouvernement ou de ses délégués, la morale se trouve compromise, car certains, par des dénonciations adroites, peuvent assouvir des vengeances personnelles. Les conséquences funestes d'un pareil régime ne se limitent pas d'ailleurs à un abaissement du niveau moral ; l'activité de la nation qui le subit est paralysée ; personne ne se croyant sûr du lendemain n'ose rien entreprendre et les transactions commerciales s'en ressentent. Enfin, il n'est même pas une protection suffisante pour le gouvernement qui en use.

Toutes les réflexions inspirées à l'auteur par la nécessité de sauvegarder la liberté individuelle sont extrêmement intéressantes et cependant elles présentent à notre avis la question d'un point de vue un peu trop strictement juridique. Ce n'est pas seulement l'arbitraire qui est redoutable dans un pays, mais

aussi toute mesure même légale susceptible d'ébranler la confiance que le peuple a dans ses chefs. Cette confiance tacite ou exprimée selon qu'il s'agit ou non d'un Etat parlementaire est la plus grande force dans les sociétés modernes. Les gouvernements qui en sont privés sont exposés à de terribles difficultés, ainsi qu'on a pu le constater en France à une époque récente. L'arbitraire est un des facteurs susceptibles d'ébranler la confiance, mais il n'est pas le seul et certaines lois votées le plus régulièrement du monde peuvent aboutir au même résultat si elles inquiètent les habitants dans leur liberté ou dans leur fortune.

Mais Benjamin Constant, hanté par le souvenir des arrestations non motivées et des exils sans jugement, est surtout préoccupé d'assurer à ses concitoyens l'« habeas corpus » dont jouissaient les Anglais à la même époque et dont la violation pouvait entraîner pour le magistrat qui s'y était prêté les sanctions les plus graves. Mais le remède qu'il propose n'a peut-être pas l'efficacité qu'il lui attribue :

« Ce qui préserve de l'arbitraire, dit-il, c'est l'observance des formes. Les formes sont les divinités tutélaires des associations humaines ; les formes sont les seules protectrices de l'innocence, les formes sont les seules relations des hommes entre eux. Tout est obscur d'ailleurs ; tout est livré à la conscience solitaire, à l'opinion vacillante. Les formes seules sont

en évidence, c'est aux formes seules que l'opprimé peut en appeler. »

Ces quelques lignes nous paraissent témoigner d'une confiance exagérée dans les bienfaits du formalisme ; la loi ne peut ni tout prévoir, ni tout réprimer et il y a bien des manières de froisser ou de léser la liberté individuelle (surtout de la part des fonctionnaires subalternes) qui échappent à son contrôle.

Le second moyen préconisé par Constant est d'une plus sûre portée : c'est la responsabilité des agents. Bien qu'elle soit trop souvent nominale, elle constitue un assez sérieux obstacle à l'arbitraire. On se heurte quelquefois malheureusement à la répugnance des Parquets à exercer des poursuites pénales et à la lenteur des tribunaux administratifs, lorsqu'il s'agit de réparations civiles. Mais le seul fait que des sanctions sévères soient inscrites dans la loi est une garantie de la liberté personnelle.

Cette liberté personnelle, Benjamin Constant veut la maintenir, même en période de crise, et c'est là que nous le découvrons plus soucieux des principes que des réalités. Selon lui, quelles que soient les difficultés intérieures ou extérieures qui assaillent le pays, aucune loi ne pourra permettre au gouvernement de restreindre les libertés accordées par la constitution (en l'espèce l'article 4 de la Charte de 1814), car « quand un gouvernement régulier se per-

met l'emploi de l'arbitraire, il sacrifie le but de son existence aux mesures qu'il prend pour la conserver ». Cependant, les gouvernements les plus épris de libéralisme ont été obligés d'apporter des atténuations à leurs systèmes en présence du danger. Et l'opinion suivant laquelle la liberté des individus doit être avant tout sauvegardée peut contrecarrer les nécessités vitales. Nous en avons un exemple récent dans la guerre de 1914 où avec l'approbation du Parlement a fonctionné un régime de restrictions des libertés. La liberté de la circulation, la liberté du commerce, les garanties des justiciables ont été considérablement diminuées afin d'empêcher l'ennemi d'exercer son action à l'intérieur au moyen d'un réseau d'espionnage, mais comme le dit M. Jacquelin (1) : « Toutes ces atteintes, si variées et si diverses, aux droits et libertés du temps de paix, se justifiaient en général du fait même de la guerre, qui exigeait la discipline de toute la nation avec toutes ses forces et ses ressources ». Il est évident que si l'on avait adopté la thèse de Benjamin Constant, la surveillance et la répression des fauteurs de désordre aurait été impossible.

Il n'en est pas moins vrai qu'en s'exprimant ainsi

(1) Cours de droit administratif. - Les actes d'administration pendant la guerre.

il reste dans la logique de la théorie qui fait de la conscience individuelle le véritable souverain. Toute interdiction de la part du gouvernement est une atteinte à cette souveraineté et n'a même pas le mérite d'être une abdication volontaire ; lorsque les circonstances l'exigent, on n'a pas le loisir de procéder à une consultation nationale et Benjamin Constant, dans ce plaidoyer pour la liberté individuelle, use comme toujours d'une méthode de dialectique impeccable dans le domaine des idées pures, sans concevoir nettement les réalisations pratiques.

Du principe général de respect absolu de la liberté personnelle il déduit les conséquences suivantes qui apparaissaient comme originales venant après la domination napoléonienne : pas d'arrestations ni d'emprisonnements arbitraires, pas de mise au secret, mais pas davantage d'exil sans jugement. Près d'un demi-siècle avant le poète qui a dit :

« Les exilés s'en vont pensifs,
Leur âme, hélas ! n'est plus entière. »

Benjamin Constant condamne l'exil lorsqu'il émane d'un ordre de l'exécutif et montre qu'il est non seulement une atteinte aux droits de l'individu, mais une peine aussi dure que les autres : « Nous verrons l'exil glaçant toutes les affections dans leur source, la fatigue enlevant à l'exilé l'ami qui le suivait, l'oubli

lui disputant les autres amis dont le souvenir représentait à ses yeux sa patrie absente, l'égoïsme adoptant les accusations pour apologies de l'indifférence et le proscrit délaissé s'efforçant en vain de retenir au fond de son âme solitaire quelque imparfait vestige de sa vie passée ».

Le droit à la liberté physique est sans doute un des plus importants pour la dignité humaine, mais il existe deux ordres d'activité dont le législateur ne doit pas se désintéresser : la croyance avec ses manifestations extérieures et l'expression littéraire de la pensée. Benjamin Constant ne pouvait que développer longuement la défense de ces deux droits ayant consacré une grande partie de son existence à revendiquer la liberté de la presse et à étudier l'histoire des religions.

Paradoxe étrange, à ses yeux le grand ouvrage de toute sa vie, celui qui devait satisfaire son désir de gloire était ce livre des religions dont il donna le dernier bon à tirer la veille de sa mort et qui est certainement la partie de son œuvre la plus oubliée. Contradiction plus curieuse encore, il a écrit : « en fait de sentiment religieux, l'erreur, à notre avis, vaut mieux que l'absence », et personne n'est plus dépourvu que lui de ce sentiment-là et moins enclin à accepter un dogme quelconque. Nous avons vu dans un chapitre précédent que le scepticisme chez lui

s'étendait au domaine de la raison, mais bien qu'il constate la faiblesse de la raison humaine, il ne consent pas à abdiquer en faveur d'une foi définie. Au contraire, si la raison ne joue qu'un faible rôle dans sa doctrine politique, elle intervient souvent dans son histoire critique des diverses religions ; d'autre part, il a toujours exalté le sentiment religieux. Ces incohérences et ces illogismes rendent assez malaisée à définir l'attitude de Benjamin Constant à l'égard du problème religieux. Tout ce que l'on peut dire avec quelque apparence de vérité c'est que né protestant, il conserva toute sa vie quelque empreinte de religiosité, sinon de religion. Une certaine faculté d'émotion en face de la nature, une sentimentalité réelle dissimulée sous le voile de l'ironie lui tiennent lieu de foi, et ces deux traits de caractère joints au patriotisme genevois, l'ont préservé de l'athéisme. Sa raillerie n'a jamais porté sur les choses saintes et ce respect assez remarquable chez lui provient peut-être de la même tendance psychologique qui le faisait s'intéresser au mysticisme de Madame de Krudner, cette double tournure de son esprit à la fois, sceptique et fervent, l'a conduit à examiner le problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat avec la plus large tolérance. Son programme est la liberté absolue des

cultes sans restriction, et même la faculté de n'en pratiquer aucun. Il consacre de longues pages à démontrer les dangers de l'union du pouvoir civil et du sacerdoce, et son argument principal est qu'elle nuit à la religion plutôt qu'elle ne la sert. Détaché du protestantisme sous l'influence de la philosophie française du XVIII^e siècle, puis ramené à l'admiration du christianisme par la littérature allemande, il redoutait par dessus tout le privilège exclusif du catholicisme qui aurait réduit ses coreligionnaires à une situation inférieure. Mais il ne s'élève pas moins énergiquement contre une conviction morale imposée par l'Etat du genre de celle préconisée par Rousseau, et dont on peut trouver une réminiscence dans le culte de la déesse Raison en 93. Il dit à ce sujet : « Je ne connais aucun système de servitude qui ait consacré des erreurs plus funestes que l'éternelle métaphysique du Contrat social ». Il est vrai que l'hostilité de l'Etat envers la religion est souvent plus tyrannique que la protection accordée à un dogme particulier et dans le même chapitre des « Principes de Politique », nous lisons ceci : « L'intolérance civile est aussi dangereuse, plus absurde et surtout plus injuste que l'intolérance religieuse. Elle est aussi dangereuse puisqu'elle a les mêmes résultats sous un autre prétexte ; elle est plus absurde, puisqu'elle n'est pas motivée sur la conviction ; elle est plus injuste

puisque le mal qu'elle cause n'est pas pour elle un devoir, mais un calcul ». Donc pas d'oppression d'aucune sorte, pas même de tolérance limitée. Benjamin Constant s'élève, non seulement contre la doctrine de la religion d'Etat, mais aussi contre la doctrine de l'autorisation accordée à certains cultes et refusée à d'autres. On ne peut les interdire au nom de la vérité, car lorsqu'il y a deux religions dans un pays, il y en a nécessairement une qui est fausse. Leur subdivision ne nuit donc pas davantage à la vérité et Constant va même jusqu'à en prôner l'utilité sociale, car, dit-il : « Toutes les sectes naissantes tendent à se distinguer de celles dont elles se séparent, par une morale plus scrupuleuse, et souvent aussi la secte qui voit s'opérer dans son sein une scission nouvelle, animée d'une émulation recommandable, ne veut pas rester dans ce genre en arrière des novateurs ». Et, d'autre part, la multiplication des sectes empêche la création d'une puissance morale redoutable pour le gouvernement : « Quand les sectes sont très nombreuses dans un pays, elles se contiennent mutuellement et dispensent le souverain de transiger avec aucun d'elles. »

Toute cette apologie des divisions religieuses est sans doute la partie la plus contestable du chapitre. A notre époque tourmentée par le désir de l'unité et qui voit se former sans cesse des congrès pour applanir les difficultés doctrinales entre les diverses con-

fessions, cet appel à l'hétérodoxie ne peut sembler qu'étrange, mais pour le juger sainement, il faut replacer l'auteur dans son milieu et dans son temps, chez ces protestants qui avaient souffert des restrictions imposées à leur culte.

Il ne consacre que quelques lignes aux rapports entre l'Eglise et l'Etat et se contente de déclarer que l'Etat doit salarier « tous les prêtres des communions qui sont un peu nombreuses », adhérant ainsi tacitement au concordat qui était alors en vigueur, mais sans traiter la grande controverse des rapports du Spirituel et du Temporel qui demande, il est vrai, une étude plus approfondie qu'un simple ouvrage politique. Enfin, toute sa pensée sur cette grave question de la liberté religieuse est résumée dans cette phrase :

« Il en est de la religion comme des grandes routes : j'aime que l'Etat les entretienne, pourvu qu'il laisse à chacun le droit de préférer les sentiers ».

Il peut sembler étonnant que Benjamin Constant, champion des libertés publiques, n'ait jamais effleuré le problème de la liberté d'enseignement, connexe à celui de la liberté religieuse et qu'il n'ait pas été choqué par le monopole de l'Etat en cette matière monopole qui subsista jusqu'à la Loi Falloux. On comprend mieux cette lacune lorsqu'on réfléchit qu'il s'agit là d'une liberté sociale plutôt que d'un droit

individuel et que pour Constant, l'homme compte plus que le groupement dont il fait partie. Mais surtout en dépit de son libéralisme il partageait encore certains préjugés de ses contemporains et craignait que la faculté laissée à tous d'ouvrir un établissement d'éducation ne contribuât à restaurer l'influence des ordres religieux et en particulier des jésuites. C'est le même souci qui le fit s'opposer au rétablissement des biens de main-morte.

Si toutes les conceptions politiques de Benjamin Constant dérivent d'une tendance personnelle plutôt que d'une conviction raisonnée, il est naturel que le plus redoutable polémiste de la Restauration ait défendu la liberté de la presse, non seulement au nom des droits de la pensée humaine en général, mais aussi par souci de sa propre indépendance.

Pour lui, la liberté de la presse doit être absolue et cette liberté consiste dans « la faculté accordée aux écrivains de faire imprimer leurs écrits sans aucune censure préalable. Cette faculté n'exclut point la répression des délits dont la presse peut être l'instrument. Les lois doivent prononcer des peines contre la calomnie, la provocation à la révolte, en un mot tous les abus qui peuvent résulter de la manifestation des opinions ». Cette liberté absolue est la conséquence logique de son respect de l'individu, entité presque divine qu'il oppose sans cesse à l'Etat et il

arrive même à la présenter comme une mesure d'intérêt général. Ses prévisions d'un optimisme à la fois naïf et généreux lui font croire que dans un temps assez court la sagesse politique du peuple sera assez avancée pour discerner au milieu de l'éparpillement des opinions les plus propres à assurer le bien du pays ; au contraire, si le gouvernement exerce une censure, il assume la quasi-responsabilité morale de tout ce qu'il laisse paraître. « En assujettissant les journaux à une gêne particulière, le gouvernement se rend de fait malgré lui responsable de tout ce que disent les journaux » (1). Et plus loin : « La censure des journaux fait donc ce premier mal qu'elle donne plus d'influence à ce qu'ils peuvent dire de faux et de déplacé » (2). En ce qui concerne les publications dangereuses pour l'ordre social, il craint en les interdisant que le piment de la curiosité leur attire des lecteurs et pousse les imprimeries clandestines à se multiplier.

Toutes ces réflexions demeurent actuelles, bien que nous ne partagions plus guère les illusions de Constant sur la perfectibilité humaine ; mais si la

(1) De la Liberté, des Brochures, des Pamphlets et des Journaux considérée sous le rapport de l'intérêt du gouvernement.

(2) De la Liberté, des Brochures, des Pamphlets et des Journaux considérée sous le rapport de l'intérêt du gouvernement.

censure préventive comporte des inconvénients, un partisan de la liberté de la presse plus hardi que le doctrinaire de la Restauration pourra user des mêmes arguments pour combattre la répression des délits de presse. En effet, si l'interdiction suscite la curiosité populaire, les poursuites font du délinquant un martyr et chacun sait que, surtout en France, le meilleur moyen de recruter des adhérents à une cause est de la persécuter. D'autre part, en matière de répression pénale, le critérium d'après lequel on distinguera « ce qui est innocent de ce qui est coupable et ce qui est licite de ce qui est défendu » est assez difficile à établir. Les délits de presse n'ont pas un caractère bien défini, ils sont constitués par de nombreux impondérables et il est facile au journaliste incriminé de nier les conséquences de son article en se retranchant derrière l'intention qui l'a inspiré. Quand cesse la manifestation libre d'une opinion et quand commence l'appel à la révolte ? Quand la révélation d'un fait devient-elle une diffamation ? Une insinuation habilement présentée n'est-elle pas plus dangereuse qu'une provocation brutale ? Tous ces cas épineux qui se posent sans cesse sous un régime de liberté de la presse, ouvrent de vastes horizons sur le maquis de la procédure. Mais Benjamin Constant insistant pour l'adoption d'une loi qui n'avait encore jamais été véritablement appliquée en France ne pouvait

en connaître les dangers qui tiennent à l'inévitable imperfection de toutes les réalisations humaines.

Pour lui la liberté de la presse ne doit pas seulement être garantie parce qu'elle découle des droits imprescriptibles de l'individu, mais parce qu'elle est un moyen de sauvegarder cette précieuse liberté individuelle et de prévenir les atteintes dont elle pourrait souffrir. « L'unique garantie des citoyens contre l'arbitraire c'est la publicité et la publicité la plus facile et la plus régulière est celle que procurent les journaux » (1). Faire du journal le champion de l'opprimé, l'adversaire de l'injustice, c'est un idéal qui ne manque pas de noblesse, mais peut-être pour cela n'est-il pas suffisant d'inscrire dans une loi qu'il n'y aura pas de censure préventive, pas de dépôt, ni de cautionnement. Les gouvernements ont d'autres moyens de restreindre les attaques de la presse ou du moins d'en limiter la diffusion et dans un temps où plus que jamais l'argent règne en maître, les fonds secrets sont souvent utilisés pour empêcher la divulgation de certains faits, dans les quotidiens de grande information qui atteignent la masse du public.

D'autre part, il est permis de ne pas juger absolument convaincant l'argument qui consiste à dire

(1) De la Liberté, des Brochures, des Pamphlets et des Journaux,

que la liberté absolue de la presse n'est pas un danger social parce que la multiplicité des publications engendre l'indifférence des lecteurs. Cela peut être vrai en période normale, lorsque la politique ne présente rien de saillant et que l'attention du peuple se porte surtout sur les faits-divers, mais il n'en est certes pas ainsi en temps de crise intérieure ou extérieure. Alors le rythme de la vie du pays est tellement accéléré qu'il semble qu'il suffise du plus petit choc, de la plus légère impulsion pour compromettre son salut. Une diatribe violente, une révélation inopportune peuvent constituer cette impulsion et entraîner une nation à sa ruine, car le journal est un puissant moyen d'action sur la foule, les hommes incultes ou même à demi-instruits étant portés à entourer d'un religieux respect tout ce qui est imprimé. Les gouvernements l'ont si bien compris que, pendant la guerre, ils ont, dans tous les pays belligérants, établi la censure préventive, ce qui semble bien prouver que même sous les régimes les plus démocratiques, le principe de la liberté de la presse n'est pas intangible.

L'ardeur de Benjamin Constant à défendre ce qu'il considérait comme la pierre angulaire de tout système libéral l'a entraîné à combattre toute une série de modalités imposées par les lois alors en vigueur, mais cette polémique n'offre plus guère

aujourd'hui qu'un intérêt historique. C'est ainsi qu'il attaque le cautionnement qui devait être déposé par les propriétaires de journaux et qui s'élevait pour Paris à 10.000 francs de rente, ce qui représentait un capital d'environ 150.000 francs. L'importance de cette somme avait une double conséquence : elle favorisait les partis au détriment des individus, car un journal nécessitait des subsides si élevés qu'ils ne pouvaient guère être fournis que par la caisse d'un parti, elle interdisait la lecture du journal aux classes populaires, le prix de l'abonnement étant assez élevé pour constituer un véritable luxe. Le cautionnement était pourtant généralement admis par les Libéraux comme par les Ultras et la protestation de Benjamin Constant demeura à peu près isolée. Il condamne également comme une atteinte à la liberté la déclaration obligatoire de deux propriétaires pour la fondation d'un journal, et, pour la même raison, le dépôt antérieur à la publication. Pour augmenter la diffusion des écrits et faciliter l'accès de la profession d'imprimeur, il se prononce contre leur responsabilité sauf lorsqu'ils exercent clandestinement leur industrie et il s'élève en 1827 contre les nouvelles taxes proposées par le ministère Villèle. Enfin il insiste sans cesse pour que les délinquants de presse soient traduits devant la Cour d'Assises, comme pendant les quelques mois où furent en vigueur les lois

de 1819. Déjà à cette époque comparaître devant le jury était une garantie d'indulgence.

Par tous les moyens, le redoutable polémiste a défendu cette cause de la presse qui était un peu la sienne et on devine bien tout ce que son accent a de personnel lorsqu'il fait l'éloge des brochures et des pamphlets : « On me reprochera peut-être, comme on l'a fait déjà, d'attacher aux ouvrages de peu d'étendue, aux pamphlets, aux brochures, une trop grande importance ; autant vaudrait me reprocher d'attacher trop d'importance à la justesse des idées, à la netteté des expressions, au talent de dire dans chaque circonstance ce qu'il faut dire, et de le dire comment il faut le dire (1) ». Il se montrait en effet particulièrement brillant dans les joutes sur les questions d'actualité et il triomphait généralement de ses adversaires par la logique de son argumentation et le mordant de son esprit. Il serait injuste d'ailleurs de ramener son opinion à la simple expression d'une tendance égoïste ; plaçant les ouvrages de philosophie politique au-dessus de tous les autres, il croyait sincèrement que les restrictions à la liberté de la presse entraîneraient une décadence littéraire, qu'elles auraient la double conséquence d'entraver l'inspira-

(1) Observations sur le discours de S. E. le Ministre de l'Intérieur.

tion des écrivains et de diminuer les échanges intellectuels avec l'étranger par lesquels s'enrichit le génie national. Une telle perspective ne pouvait qu'effrayer son cosmopolitisme et c'est bien la crainte de l'isolement qui transparait dans cette phrase des *Réflexions sur les Constitutions et les Garanties* : « Montesquieu a dit qu'il fallait au despotisme des déserts pour frontières ; Bonaparte n'a pu gêner la pensée en France qu'en entourant cette belle contrée de déserts intellectuels. »

CHAPITRE VI

Les Idées économiques et sociales.

« Il n'y a de science que de l'abstrait. »

L'économie politique, science de richesses, obéit elle aussi à cette règle ; de même que le physicien n'étudie pas la nature concrète mais l'abstraction, l'économiste doit étudier des cas économiquement purs ; son examen doit porter uniquement sur l'abstrait ; une fois ce travail accompli, il peut déterminer des règles générales qui, sans avoir la même précision que les lois physiques, peuvent du moins fournir des indications, et les appliquer à des cas concrets. C'est la première partie de cette opération que semble avoir négligée Benjamin Constant et c'est pourquoi nous ne pouvons le considérer comme un véritable économiste.

Appliquer à l'économie des idées et des principes purement philosophiques est une chose aisée et même à première vue un mirage séduisant ; c'est cependant à notre avis une erreur des plus dangereuses. Il ne

faut pas, en effet, introduire la politique dans l'économie politique : telle idée, saine dans la première, ne l'est pas nécessairement dans la seconde, car les réalités sont autres. On peut, en politique, s'imposer des fins supérieures, viser un idéal élevé, tandis que le but de l'économiste est purement matériel : donner à chaque individu le maximum de confort et de bien-être avec le minimum d'effort ; l'« homo economicus » est guidé par son intérêt seul, l'activité raisonnée est son seul mobile. Benjamin Constant abordant ces problèmes avec des principes intangibles, dont le champ d'application est tout différent, ne pouvait en saisir le côté utilitaire ; aussi ses idées économiques et sociales sont-elles assez sommaires et sans grande profondeur.

A toutes les époques de sa vie et dans tous les domaines, il a proclamé que la liberté était la plus belle chose du monde et en ce qui concerne particulièrement l'industrie et le commerce, il s'est élevé énergiquement contre toute tentative de réglementation, se révélant ainsi disciple de Turgot. Il ne s'est d'ailleurs jamais soucié de développer sa conception de la liberté d'industrie et c'est au hasard de ses ouvrages, dans des notes assez succinctes qu'il faut glaner pour retrouver sur ce sujet ses idées fondamentales, qui présentent d'ailleurs un caractère très absolu.

Benjamin Constant, comme l'exige la logique rigoureuse de son système, condamne les corporations, les maîtrises, les jurandes, tout le cadre ouvrier de l'ancien régime. Ici, il ne fait d'ailleurs que mettre en vedette les idées à peu près universellement admises de son temps. Aucun de ses contemporains, qu'il fut ou non admirateur de la Révolution, ne pensait à attaquer la fameuse loi Le Chapelier qui achevait l'abolition de l'organisation sociale de l'ancienne France.

Les corporations présentaient, à la fin du XVIII^e siècle, des inconvénients que ne contre-balançaient pas leurs avantages ; leur manque de souplesse, et surtout le mépris dont elles étaient l'objet, ont été les pièces principales de leur procès. Cependant, il ne faudrait pas oublier trop vite les services rendus par elles. Les corporations ont connu, elles aussi, leurs heures de gloire et c'est à elles que la France doit d'avoir occupé la première place dans les travaux des artisans pendant tout le Moyen-Age.

Mais il ne faut pas trop en vouloir à Benjamin Constant s'il condamne les jurandes et les maîtrises ; en cela il obéit à une formation d'esprit dont il ne fut pas la seule victime. Si le XVIII^e siècle a beaucoup construit dans le domaine matériel, il a aussi beaucoup détruit dans le domaine moral et il n'a pas souvent reconstruit ce qu'il avait auparavant démoli.

Supprimer les corporations démodées et vieilles pouvait être juste, mais il fallait trouver une autre organisation capable de remplacer celle qui ne rendait plus de services suffisants, ou plutôt au lieu de détruire, il valait mieux réformer, assouplir et couler la vieille institution dans un moule nouveau. Il ne suffit cependant pas de critiquer les opinions émises sur ce point par l'auteur des « Principes de Politique », mais en chercher les raisons profondes dans les tendances générales de son œuvre. S'il condamne les corporations c'est pour une cause analogue à celle qui lui fait redouter l'accroissement de la puissance des congrégations : le groupement, l'association lui sont toujours suspects ; il y voit un obstacle à la liberté des individus. Et avec son système qui ne reconnaît d'autre souverain que la conscience humaine, cette crainte est assez naturelle. Il est, en effet, incliné à méconnaître les liens d'interdépendance qui existent entre les différents membres d'une société et il ne veut considérer que l'abdication de liberté que s'impose tout homme entrant dans une association. C'est raisonner plutôt en philosophe qu'en économiste et s'il invoque comme arguments contre les corporations l'étroitesse des contraintes qu'elles imposaient à l'ouvrier, paralysant l'originalité personnelle, on sent que cette considération pratique n'est qu'accessoire dans son esprit et que son jugement a

été motivé par les conceptions générales dont nous venons de parler.

Quand Benjamin Constant en arrive au rôle économique de l'Etat, toujours guidé par sa même appréhension d'un despotisme quelconque, il repousse énergiquement toute intervention en cette matière. Il condamne purement et simplement les règlements d'Etat ; il va même plus loin et s'élève non seulement contre le système des privilèges, mais aussi contre celui des encouragements à certaines industries. En effet, il recherche avec raison d'ailleurs à développer l'esprit d'initiative et aussi le sentiment de la responsabilité chez les individus qui sont agents de la production. Mais là encore son erreur est de faire passer l'individualisme avant toute autre considération. Il ne saisit pas ce que dès la Restauration il était possible de prévoir : que l'avenir n'appartient plus à l'individu ; le machinisme permettant de produire à un prix réduit et en grande quantité, exige, par contre, une entreprise d'une certaine ampleur, une éducation spéciale de son chef et surtout de gros capitaux. Ceux-ci dépassent le plus souvent l'importance des fortunes privées et alors entrent en jeu les forces collectives. C'est ce que n'a pas du tout aperçu Benjamin Constant. Lui qui, en politique intérieure et extérieure a souvent scruté l'avenir d'un coup d'œil pénétrant, il ne s'est aucunement rendu compte de

l'évolution industrielle qui avait commencé à la fin du XVIII^e siècle. Il n'a pas vu que la production allait être presque exclusivement réservée aux grandes entreprises et qu'ainsi l'action des individus ne s'exercerait plus qu'indirectement ; dans toutes les affaires importantes on se trouve en présence, d'un côté d'une première collectivité formée par l'ensemble des actionnaires et des obligataires fournissant les fonds nécessaires et, de l'autre, d'une seconde collectivité formée par l'ensemble des ouvriers fournissant le travail. Faire de l'individualisme à une époque où naît la grande industrie est évidemment une erreur et sans doute avons-nous le droit de dire qu'ici Constant n'a pas vu juste et surtout n'a pas vu loin ; il ne paraît pas non plus avoir saisi le conflit du capital et du travail, conflit dont la source doit être précisément cherchée dans le manque d'une organisation générale. La tâche de l'Etat consiste à créer cette organisation générale lorsqu'elle n'existe pas, à la surveiller lorsqu'elle existe, mais c'est cette intervention que ne veulent pas admettre les libéraux intransigeants. Ils ne l'admettent pas davantage ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure en matière de réglementation des industries. Les entreprises, luttant entre elles, doivent, selon Benjamin Constant, s'éliminer et se vaincre par une concurrence loyale ; aucune branche de la production ne

doit être favorisée ou subventionnée. Nous retrouvons là chez lui le souci d'équilibrer entre eux les intérêts particuliers, fût-ce au détriment de la prospérité du pays, et il nous semble impossible d'approuver ce « laissez-faire, laissez-passer » lorsque l'on se rappelle que des encouragements judicieux donnés à certaines industries naissantes ont été des facteurs de richesse générale. Sans les règlements imposés par Colbert aux manufactures, sans les subventions qu'il leur accordait, Elbeuf et Rouen n'auraient peut-être pas réussi à être, au XVII^e siècle, les rivales des villes anglaises et flamandes dans l'industrie du textile. En dehors même des secours pécuniaires, le régime douanier peut être un moyen de protéger l'industrie nationale ; mais sur le terrain du commerce extérieur, Benjamin Constant, partant des mêmes idées directrices, aboutit aux mêmes résultats et se montre résolument libre-échangiste.

S'il est assez facile de dénoncer les erreurs engendrées par le libéralisme en économie politique, c'est que plus rapidement qu'en politique elles produisent des conséquences matérielles. Les idées de Benjamin Constant, toujours intéressantes, toujours fertiles en aperçus ingénieux, ne sont malheureusement pas vérifiées par les faits et il est difficile en les étudiant de se placer à un point de vue purement historique, car il est des rapprochements qui s'imposent d'eux-

mêmes à l'esprit. L'Angleterre, pays du libéralisme, n'a jamais appliqué complètement ce système dans le domaine économique et aujourd'hui le législateur anglais se tourne courageusement vers une politique de réglementation ; en effet, l'intérêt économique d'un pays est de s'assurer une production au moins égale à ses besoins et confier uniquement à des initiatives privées le soin de remplir ce programme serait une expérience redoutable. Les anciens adeptes du libéralisme ne peuvent plus ignorer les réalités et, rejetant les vieux systèmes, ils sont obligés de reconnaître qu'en économie rien n'est absolu.

Si des questions commerciales et industrielles qui concernent la circulation des richesses, nous passons à la répartition des richesses et aux droits qui en sont issus, nous découvrons que Benjamin Constant en traite avec plus d'aisance, parce que ces problèmes font une plus large place aux idées morales et philosophiques pour lesquelles il éprouve une prédilection.

« La propriété n'est autre chose qu'une convention sociale. »

Benjamin Constant introduit le droit de propriété dans ce cadre de la Société ; la propriété existe par la Société. Il s'écarte ainsi radicalement de la conception du droit naturel qui avait pris naissance à Rome et avait été adoptée par nos anciens juristes.

Sa doctrine en cette matière pourrait plutôt se rapprocher de celle de Saint Thomas d'Aquin et des théologiens du XIII^e siècle et aussi pour prendre une comparaison plus moderne de celle du marquis de La Tour du Pin. Il précise sa pensée en termes fort explicites (1) : « La propriété n'est point antérieure à la société car sans l'association qui lui donne une garantie, elle ne serait que le droit du premier occupant, en d'autres mots, le droit de la force, c'est-à-dire un droit qui n'en est pas un. La propriété n'est point indépendante de la Société, car un état social, à la vérité très misérable, peut être conçu sans propriété, tandis qu'on ne peut imaginer de propriété sans état social. »

La propriété, soutient-il, n'existe que par le fait de la société « parce que le meilleur moyen de faire jouir les membres de biens communs est d'en concéder une partie à chacun, ou plutôt de maintenir chacun dans la partie qu'il se trouvait occuper ». Benjamin Constant voit donc à la genèse de la propriété une répartition tacite des richesses, répartition ayant pour but de conserver et de développer ces richesses et aussi de donner à un état de fait une base solide suffisamment stable. Au fond, c'est toujours le droit du premier occupant qui est à l'origine

(1) Principes de politique, p. 220,

de ce nouveau contrat social, mais il n'est plus présenté comme un droit mais comme une concession qui n'est admissible qu'en raison de son utilité générale. Ne le considérant pas comme un droit absolu, il ne l'en défend pas moins avec énergie, contre les attaques dont il était déjà l'objet. Chose curieuse, lorsqu'il parle de la société, il sous-entend toujours l'épithète « individuelle », ou plutôt il n'envisage même pas qu'il puisse exister une propriété collective, ce qui enlève de la force à une argumentation d'ailleurs intéressante ; il confond en effet l'abolition de la propriété et la répartition égale et obligatoire du travail ; son excuse est qu'il ne pouvait être familiarisé comme nous le sommes avec les différences subtiles que les diverses écoles socialistes devaient introduire plus tard dans ces questions. Sans doute avec sa passion aveugle pour l'individualisme aurait-il réprouvé les systèmes communistes ou collectivistes qui conduisent fatalement à l'oppression de la minorité par la majorité, et leur aurait-il même préféré les anarchistes, destructeurs farouches de la propriété quelle qu'elle soit.

Son goût de l'indépendance, son souci de la liberté ne vont pas cependant jusqu'à lui faire méconnaître les droits de la société sur la propriété, droits qui découlent de la définition qu'il a donnée mais auxquels il apporte de sérieuses restrictions. Bien que

ces droits soient plus étendus que ceux que le corps social possède sur la liberté, la vie et les opinions de ses membres, ils ne sont pas pour cela illimités, car nous dit Benjamin Constant : « L'arbitraire sur la propriété est bientôt suivi de l'arbitraire sur les personnes : premièrement parce que l'arbitraire est contagieux ; en second lieu, parce que la violation de la propriété provoque nécessairement de la résistance. L'autorité sévit alors contre l'opprimé qui résiste ; et parce qu'elle a voulu lui ravir son bien, elle est conduite à porter atteinte à la liberté. » (1)

Le pouvoir ne doit donc pas s'attaquer aux propriétés, mais simplement prévenir les abus de droit de la part des propriétaires vis-à-vis des autres citoyens ; ici Benjamin Constant s'engage délibérément sur le terrain politique qu'il ne quittera plus.

Il proteste tout d'abord contre les « confiscations illégales et autres attentats politiques », mais il ne dit rien de la confiscation accessoire d'une condamnation prononcée par un tribunal régulier et ceci s'explique si l'on songe qu'il l'avait admise dans l'Acte Additionnel, même en matière d'infractions politiques. D'ailleurs, si l'on reconnaît à la Société le droit d'infliger à un de ses membres une peine privative de liberté, la logique exige qu'on lui reconnaisse égale-

(1) Principes de politique, p. 224.

ment le pouvoir de le priver de tout ou partie de sa fortune ; aussi l'amende n'est-elle qu'une confiscation déguisée, car si l'on n'a pas inscrit le mot dans notre Code Pénal, c'est qu'il risquait d'évoquer les souvenirs de l'Ancien Régime.

Mais il est d'autres spoliations déguisées auxquelles les gouvernements ont trop souvent tendance à avoir recours et contre lesquelles Constant ne s'élève pas moins énergiquement.

En premier lieu, la banqueroute totale ou partielle. Benjamin Constant, en présence de la complication croissante des rouages des Etats modernes, ne peut pas méconnaître l'utilité des emprunts comme ressources complémentaires des impôts et il regarde la dette publique comme « un mal devenu inévitable ». « Or, dès qu'une dette nationale existe, il n'y a qu'un moyen d'en adoucir les effets nuisibles, c'est de la respecter scrupuleusement. On lui donne de la sorte une stabilité qui l'assimile autant que le permet sa nature aux autres genres de propriété » (1). Donc l'Etat ne doit pas dépouiller ceux qui ont eu confiance en lui, avec la mauvaise foi d'un commerçant qui fait faillite. Il ne doit pas davantage pratiquer la conversion des intérêts de la dette, car sans parler du souci de moralité élémentaire qui doit quand même guider

(1) Principes de politique, p. 230.

les gouvernants, cette banqueroute partielle tournerait à son désavantage en lui aliénant la confiance publique et il ne pourrait plus trouver de capitaux pour de nouveaux emprunts.

Non moins condamnable à ses yeux est l'opération qu'il désigne par les mots « paiement nominal » et que nous appelons aujourd'hui le cours forcé du billet de banque. Reprenant la maxime de J.-B. Say : « Toute émission d'un papier qui ne peut être à volonté couverte en numéraire est une spoliation », il proteste contre cette fraude des pouvoirs publics, fraude qui serait sévèrement réprimée si elle émanait d'un particulier ; et bien qu'à cette époque on ignorât le chèque comme mode de paiement, Benjamin Constant semble avoir prévu le délit qui consiste à émettre des chèques sans provision. Il est vrai que pour condamner l'émission de papier-monnaie, il était averti par l'expérience récente et désastreuse des assignats.

Donc, bien que la propriété individuelle n'existe que par une sorte d'adhésion tacite de la société tout entière, celle-ci n'a sur la fortune de ses membres que des droits extrêmement limités, l'omnipotence de l'Etat étant toujours pour Benjamin Constant l'hypothèse la plus redoutable.

Une étude des théories sociales de Benjamin Constant serait incomplète si elle ne comprenait pas un

examen de ses préférences en ce qui concerne les diverses sources de richesses, propriété foncière, propriété industrielle, enfin, propriété littéraire et artistique.

La propriété du sol est, bien entendu, pour lui la plus importante, car il subit encore l'influence des doctrines des physiocrates.

Il est un partisan avoué du morcellement des terres ; la grande propriété foncière lui rappelle le rôle joué par les grands propriétaires avant la Révolution et c'est dans la crainte de voir se reconstituer une aristocratie terrienne qu'il défend la petite propriété. Argument purement politique : il néglige dans cette question de la petite et moyenne propriété le point de vue du progrès social et économique ; ce qui l'intéresse surtout, c'est, serions-nous tentés de dire, le côté électoral. Pour notre part, il nous semble que le morcellement de la propriété a un résultat plus important que d'intéresser le paysan à la conservation des institutions politiques, c'est d'augmenter le bien-être d'une partie de la population, tout en accroissant la productivité, car il est bien certain que l'on cultive beaucoup mieux ce dont on est propriétaire.

Benjamin Constant traite assez brièvement de la propriété industrielle qui doit être protégée tout autant que la propriété foncière, mais qui ne com-

porté pas les mêmes privilèges politiques puisque dans un régime où fonctionne le suffrage censitaire, seul le revenu foncier entre dans le calcul du cens.

Il en est de même pour la propriété intellectuelle; les savants, les écrivains et les artistes ont droit à la protection de l'Etat pour faire respecter leurs œuvres, mais les revenus qu'ils tirent de ces œuvres-mêmes ne leur confèrent aucun droit de vote.

Coordonner en système les quelques idées que nous venons d'exposer et qui se trouvent disséminées dans tous ses écrits, serait une tentative impossible. Au surplus Benjamin Constant n'a pas la prétention d'être un économiste ; il se contente d'effleurer brillamment ces problèmes ardu, y apporte souvent une empreinte originale à cause de sa merveilleuse faculté d'assimilation, mais dédaigne toujours de leur trouver une solution.

CHAPITRE VII

Influence de Benjamin Constant.

CONCLUSION

Notre siècle s'est imprégné de cette idée qu'il est peu de verdicts définitifs. Il nous faut revenir toujours en arrière pour reviser les mêmes procès. La nouvelle génération, après s'être donné le luxe de mépriser violemment ses prédécesseurs immédiats, aime à se découvrir avec de lointains aînés des manières communes, de penser et de sentir. Ces actions et réactions très légitimes en ce qu'elles procèdent du désir des nouveaux venus de se différencier et d'affirmer leur personnalité, ont leur source profonde dans le goût de la tradition qui subsiste chez les indépendants les plus irréductibles et dans le besoin inhérent à l'homme de se rattacher à ses devanciers lorsqu'ils sont assez éloignés pour qu'aucune confusion ne soit possible. Elles sont plus particulièrement marquées envers quelques grands morts,

ceux que Barrès a appelés les « intercesseurs ». Ceux-là parce qu'ils ont su faire vibrer les cordes les plus sensibles de l'âme, sont assurés de ne point disparaître ; la mode éphémère peut les condamner quelques années à l'oubli, mais leur œuvre est assez riche pour nous dévoiler des aspects nouveaux et ils nous séduisent par les qualités mêmes qui furent inaperçues de leurs contemporains. Benjamin Constant, orateur et écrivain politique, n'escomptait devant la postérité d'autre titre de gloire que sa défense passionnée de la liberté et son apologie du régime parlementaire anglais. Que reste-t-il cependant de ces ouvrages de doctrine par lesquels il rêvait de faire l'éducation politique du peuple français, de ces brochures ardentes, de ces pamphlets ironiques ? La jeunesse actuelle, à quelque camp qu'elle appartienne, se détache de plus en plus des idées qu'il a toujours soutenues à travers les vicissitudes d'une existence agitée ; en revanche, un mince volume publié d'abord à regret, sans nom d'auteur, a suscité une foule de disciples plus ou moins conscients ; *Adolphe* est bien le frère aîné de ces analystes lucides, épris de leur mal qui est une certaine sécheresse douloureuse, tandis que celui des romantiques était la fausse exaltation sentimentale. Ainsi naquirent de Benjamin Constant deux courants d'influence bien différents : influence politique très sensible chez les doctrinaires

du règne de Louis-Philippe et qui, après l'éclipse du second Empire, s'est manifestée de nouveau chez les rédacteurs de la Constitution de 1875, influence morale exercée par l'intermédiaire de Barrès qui, venant après les injustes critiques de Sainte-Beuve, sut montrer aux jeunes gens tout ce qu'il y avait de moderne et de vivant dans le dilettantisme méconnu de l'auteur d'*Adolphe*.

L'influence politique fut surtout considérable du vivant même de Benjamin Constant ; dans les dernières années de la Restauration, il avait affermi son ascendant, sinon sur la masse des électeurs, du moins sur la jeunesse universitaire, toujours à l'avant-garde des mouvements d'opinion. Sa gloire atteignit son point culminant pendant les journées de juillet, lorsque sa seule présence à l'Hôtel de Ville suffit à faire triompher la cause de Louis-Philippe. Il enthousiasmait les jeunes par ce ton de polémique qu'il savait donner à tous ses ouvrages, même les plus sérieux. On ne pouvait nettement le ranger dans aucun parti, car il se révélait tour à tour le moins doctrinaire des libéraux et le plus fanatique des dilettantes. Lorsqu'il mourut, à la fin de cette même année qui avait vu la Révolution de Juillet, Paris tout entier lui fit des funérailles grandioses dans leur simplicité et entoura la dépouille de se sceptique d'un véritable respect religieux. Les étudiants, s'attelant au char funèbre,

le conduisirent depuis le temple protestant de la rue Saint-Antoine jusqu'au Père-Lachaise. Il semblait que l'on assistât à un immense deuil national et l'on se rend assez bien compte de l'émotion douloureuse qui étreignait la foule, des regrets qui s'adressaient surtout à la vie publique de Benjamin Constant, lorsque l'on lit les quelques phrases par lesquelles le « Journal des Débats » terminait, le lendemain, son compte-rendu des obsèques : « Enfin, lorsque tous les honneurs civils et militaires ont été rendus à ce grand citoyen, cette foule immense s'est séparée, au milieu de la nuit, en silence, agitée de tant de sentiments divers dont on ne pouvait guère se défendre en songeant à tous les changements, à tous les combats, à toutes les révolutions qu'il a fallu pour nous mener, nous peuple naguère si insouciant et si ingrat, à une simple tombe, pour nous y mener de si loin, si loin, si longtemps, par la nuit, au plus fort de l'inquiétude de l'Europe et de nos propres inquiétudes. »

Il semblait que le peuple de Paris fût effrayé de la révolution qu'il avait faite et vît disparaître avec angoisse, non un Adolphe désabusé, mais un champion de la Liberté, un guide éclairé et sûr.

Cependant, sous le paisible règne de Louis-Philippe, moins agité que le précédent par les controverses purement constitutionnelles, il n'est guère question de Benjamin Constant. Sous le régime qui,

dans sa forme et dans son esprit, s'est le plus rapproché de la Constitution anglaise qu'il avait si bien travaillé à introduire en France, on n'a pas rendu hommage à sa mémoire et l'on a laissé enfouies dans les bibliothèques les œuvres du brillant polémiste. C'est pourtant l'époque où triomphent dans tous les domaines les thèses qu'il a soutenues : le parti du mouvement arrivé au pouvoir avec Thiers était le fidèle continuateur de l'extrême-gauche de la Restauration; la maxime : « Le roi règne et ne gouverne pas » résu-mait en une formule expressive le système des « Principes de Politique » qui avait pour pierre angulaire l'irresponsabilité du souverain ; le libéralisme économique renversant les barrières douanières facilitait les échanges extérieurs en même temps que la grande industrie s'affranchissait des règlements que Napoléon lui avait imposés pour favoriser son essor. Mais toutes ces idées, du seul fait qu'elles ne présageaient plus l'avenir, appartenaient au passé; d'avoir revêtu un caractère officiel elles restaient quelque peu figées et vers la fin du règne l'attention de la jeunesse se détournait d'elles pour se porter vers d'autres problèmes religieux ou sociaux. 1848, c'est le temps où se produit une renaissance du catholicisme et où les doctrines socialistes, demeurées jusqu'alors simples jeux d'intellectuels, se propagent dans les milieux ouvriers. Auprès de l'ardeur mystique d'un Lacor-

daire, des utopies généreuses d'un Louis Blanc, les joutes constitutionnelles paraissent bien mesquines et l'on se préoccupe moins des prérogatives du Parlement ou de l'équilibre des pouvoirs lorsque la vieille société semble ébranlée sur ces bases. Peut-être faut-il expliquer ainsi l'oubli total où pendant quelques années est resté enseveli le nom de Constant.

Puis, vers 1860, quelques opposants à l'Empire exhumèrent les œuvres du maître du libéralisme, pensant que ses attaques contre le pouvoir absolu présenteraient un intérêt d'actualité. Edouard de Laboulaye publia en 1861 une nouvelle édition du Cours de Politique Constitutionnelle, en rétablissant le texte primitif des passages que, sous la Restauration, l'auteur avait jugé bon d'édulcorer. Benjamin Constant devenait une véritable machine de guerre contre le gouvernement de Napoléon III et rentrait ainsi indirectement dans la polémique. Sainte-Beuve, défenseur du régime, reproduisit les critiques sévères jusqu'à l'injustice qu'il avait publiées quelque vingt ans auparavant dans la « Revue des Deux Mondes », à propos de la publication de la correspondance avec Madame de Charrière. Son caractère y était d'ailleurs plus attaqué que sa politique, ou si sa politique y était blâmée, c'était en tant que reflet de son caractère, parce que toutes les inconséquences et les contradictions de l'homme y apparaissent nettement ainsi que

l'indifférence réelle masquée par les enthousiasmes passagers.

Bientôt le silence se fit de nouveau sur Benjamin Constant, et cependant à aucune période les idées qu'il avait défendues ne pénétrèrent aussi facilement dans les esprits que pendant les années qui suivirent la chute de Napoléon III. L'Assemblée Nationale de 1871 était composée d'une grande majorité d'hommes de bonne volonté hésitant entre la Monarchie et la République, ce qui avait été le cas du principal rédacteur de l'Acte Additionnel. Son souvenir était presque effacé dans l'opinion, mais les législateurs de ces années indécises qui suivirent la défaite étaient préoccupés des mêmes incertitudes. Il y aurait un curieux parallèle à établir entre les débuts de la Restauration et ceux de la Troisième République. L'une et l'autre ont succédé à la dictature napoléonienne, à la guerre malheureuse, à l'invasion, mais les résultats en ce qui concerne le relèvement moral et financier du pays furent bien différents.

Les efforts de l'Assemblée Nationale aboutirent à la rédaction de la Constitution de 1875, monument hybride qui a tous les caractères d'un compromis, où l'on reconnaît plusieurs idées anglaises introduites en France par Benjamin Constant. Nous y retrouvons la même conception du chef de l'Etat, irresponsable et neutre (il s'agit, il est vrai, d'un chef électif et

non héréditaire, mais pour les monarchistes de l'Assemblée, la présidence du maréchal de Mac-Mahon devait être provisoire) ; la même division du Parlement en deux Chambres, dont l'une a des fonctions judiciaires ; enfin la même responsabilité politique des ministres, principe essentiel du gouvernement parlementaire. Aucune constitution française, celle de 1830 exceptée, ne s'est inspirée aussi complètement des doctrines contenues dans les « Principes de Politique », mais peut-être cette inspiration fut-elle inconsciente, car pendant cette période d'élaboration des textes, il ne fut guère question de Benjamin Constant.

Depuis lors, l'ascendant du système dont il est, comme le dit Faguet, l'inventeur n'a cessé de décroître. Nous assistons plus particulièrement depuis vingt ans à un recul du libéralisme dans tous les domaines. Le mot Liberté orne toujours le fronton de nos édifices publics, mais bien peu de partis l'inscrivent dans leurs programmes. Sans les protestations rituelles qui manquent réellement de conviction contre les dictatures de droite et de gauche, nous pourrions croire à la mort définitive du vieux parti libéral. Il a perdu l'adhésion de la jeunesse qui, communiste, réactionnaire, ou simplement indifférente, s'est détachée des formules creuses et a sapé les bases des idoles édifiées au siècle précédent ; et nous pouvons affirmer que

sur cette jeunesse tourmentée presque tout entière par le désir de l'ordre et de l'autorité les œuvres politiques de Benjamin Constant ont perdu toute influence.

Mais il est une autre influence d'ordre moral et littéraire dont Adolphe peut s'enorgueillir. Depuis que Barrès a dit : « J'aime les saccades de son existence qui fut menée par la générosité et le scepticisme, par l'exaltation et le calcul », les oscillations, les doutes, les inquitudes que chacun porte en soi ont été mise en valeur par les générations qui le suivirent. On a compris que l'homme était intéressant à étudier indépendamment de ses actes, manifestations extérieures d'une personnalité souvent artificielle, qu'il n'était pas besoin, comme les romantiques, d'employer les couleurs voyantes et la fausse exaltation sentimentale pour émouvoir. C'est ainsi que l'on a vu dans Adolphe ce petit récit écrit d'un style volontairement dépouillé, le premier des romans d'analyse.

Dans un autre domaine, le cosmopolitisme de Benjamin Constant est sans aucun doute d'un précurseur. Certes, ce serait une erreur de croire que l'Ancien Régime a ignoré le bienfait des échanges intellectuels, mais ils étaient limités à quelques savants, à quelques écrivains ; le latin et le français étaient les seules langues usitées et cela créait néces-

sairement une certaine unité. Benjamin Constant, à cause de son éducation partagée entre la Suisse, l'Angleterre, l'Allemagne et la France, à cause de sa facilité à s'exprimer indifféremment en trois langues, a introduit dans les salons ce qu'on a appelé plus tard l'esprit européen. Il n'a jamais fixé sa pensée ni ses goûts, et malgré son amour très réel pour la France, son patriotisme est dépourvu de racines. Son cosmopolitisme a marqué son empreinte sur ses théories politiques ; il ne songe pas à modifier son libéralisme intransigeant pour l'adapter aux institutions anciennes du pays ; ce qu'il désire, c'est soumettre celui-ci à une constitution idéale sans tenir compte des mœurs, du sol, du climat, qui ont façonné la mentalité du peuple au cours des âges.

Cette erreur fondamentale se trouve à l'origine de la carrière de Benjamin Constant ; son hérédité lui avait donné le germe de cette inquiétude douloureuse qui le poursuivit toute sa vie, son éducation fit de lui un « déraciné ». Toujours sur les grandes routes d'Europe comme dans l'agitation de la bataille parlementaire, il chercha à s'évader de lui-même sans jamais y réussir ainsi que l'avoue la conclusion d'Adolphe, histoire d'une faillite sentimentale :

« Les circonstances sont bien peu de chose, le caractère est tout ; c'est en vain qu'on brise avec les objets et les êtres extérieurs, on ne saurait briser

avec soi-même. On change de situation, mais on transporte dans chacune le tourment dont on espérait se délivrer ; et comme on ne se corrige pas en se déplaçant, l'on se trouve seulement avoir ajouté des remords aux regrets et des fautes aux souffrances. »



